

L'apport des analyses longitudinales dans la connaissance des phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale : un *survey* de la littérature étrangère

Catherine Pollak, Bernard Gazier
(EEP, UP1-CNRS, Centre d'économie de la Sorbonne)

ALORS que les recherches académiques françaises se tournent depuis peu vers l'analyse dynamique de la pauvreté, les approches longitudinales ont fait l'objet d'une littérature très abondante dans d'autres pays dont le développement économique et les préoccupations en matière de pauvreté sont comparables à la France.

Cette revue de la littérature américaine et européenne contribue à la réflexion autour des moyens de développement de nos connaissances des phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale, en s'interrogeant sur les principaux enseignements que l'on peut tirer des études internationales récentes en termes d'outils d'analyse et de recommandations politiques.

Les études dynamiques de la pauvreté sont encore relativement peu développées en France. Les travaux pionniers remontent aux années 1980 et ont été menés à partir du panel lorrain qui offrait un suivi des personnes dont les revenus étaient proches du niveau du revenu minimum d'insertion (RMI) [Ray *et al.*, 1991]. Ce panel a permis à Bourreau-Dubois et Jeandier (2000) d'étudier le rôle de la situation sur le marché du travail par rapport aux entrées et sorties de pauvreté en région lorraine. La première étude portant sur toute la France a été menée en 1996 par Maurin et Chambaz (1996), suivie par les travaux de Zoyem (2002) et de Lollivier et Verger (2005)¹ sur le panel européen.

Ce manque s'explique en partie par des difficultés conceptuelles et méthodologiques intrinsèques à l'analyse longitudinale – sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir – et qui ont longtemps contribué à la préférence pour l'étude transversale de la pauvreté. Mais le rattrapage tardif de la littérature scientifique française, en comparaison avec d'autres pays industrialisés, provient surtout de la carence de données d'enquêtes de panel nationales disponibles en France avant la mise en place du panel européen en 1994 : *European Community Household Panel* (ECHP), devenu *European Union Statistics on Income and Living Conditions* (EU-SILC) en 2004, et Statistiques sur les revenus et les conditions de vie (SRCV) en France. Depuis son invention dans les années 1930 par Lazarsfeld pour le suivi longitudinal des sondages d'opinion, la méthode des panels s'est développée dans de nombreux pays industrialisés où des enquêtes longitudinales de grande ampleur sont menées auprès des ménages depuis plusieurs décennies (Coutrot, 1993 ; Lazarsfeld, Fiske, 1938)². C'est particulièrement le cas aux États-Unis, où les premiers travaux dynamiques sur données de panels datent de la fin des années 1960, à partir du *Panel Study of Income Dynamics* (PSID). Cette approche s'est répandue ensuite au Royaume-Uni dans les années 1980, et s'est également développée en Allemagne, dans les Pays-Bas, en Suède et au Luxembourg³. Plus récemment, l'Australie et l'Union européenne ont mis en place leurs enquêtes de panels inspirées du PSID. En dehors de ces données d'enquêtes, le suivi longitudinal des individus repose également sur des données administratives, très mobilisées dans les pays nordiques et le Canada, et le suivi de cohortes sur de longues années, voire plusieurs générations⁴. D'autres sources, comme les données d'enquêtes rétrospectives et les pseudo-panels permettent d'enrichir ces études des trajectoires des individus.

Le développement de ces données a donné lieu à un large éventail de recherches académiques dans les pays industrialisés sur l'étude dynamique des phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale. La variété des sujets traités par cette littérature dynamique de la pauvreté couvre notamment les thèmes suivants : pauvreté

1. Pour une revue des principaux résultats des travaux français, voir Lollivier, Verger (2005).

2. Un historique du développement des études de panel dans le monde est notamment disponible dans le *survey* de Jenkins et Micklewright (2007).

3. Voir tableau en annexe pour un aperçu des principales données longitudinales disponibles en France et à l'étranger.

4. La plus ancienne à notre connaissance étant la *Wisconsin Longitudinal Study*, menée aux États-Unis depuis 1957 sur une cohorte de 10 000 individus, encore suivis actuellement.

et santé, état psychiatrique, délinquance, migrations, mortalité, grossesses adolescentes, origine ethnique/couleur de peau, genre, structure familiale, emploi, logement, quartier, etc. L'étude longitudinale présente en effet des avantages méthodologiques majeurs dans ce domaine, puisqu'elle offre une image plus complète que celle des effets nets qui ressortent en coupe transversale. Elle permet de montrer l'hétérogénéité des expériences de pauvreté, en distinguant au sein d'un « groupe » de pauvres quelle est la part de la pauvreté transitoire, de la pauvreté récurrente et de la pauvreté chronique. Le suivi des mêmes individus sur plusieurs années permet d'étudier l'impact de certains événements sur les transitions des individus, et d'en percevoir les effets différés et les conséquences à long terme. En dehors de l'effet des événements d'emploi ou familiaux, il est possible de distinguer les rôles d'autres variables sur les trajectoires de pauvreté et la vulnérabilité de certains groupes, en fonction de leurs caractéristiques individuelles, de leur environnement local, ou encore de l'évolution du contexte social et économique. Grâce à la connaissance de la chronologie des événements, plus fiable et plus précise que celle que l'on peut obtenir par les enquêtes rétrospectives, il est possible de reconstruire les trajectoires des personnes pauvres en identifiant la manière dont les événements apparaissent, s'enchainent et se développent, et de mettre en évidence certaines relations de causalité.

Le développement des travaux portant sur les dynamiques de la pauvreté, la création de nouvelles enquêtes de ménages longitudinales telles que le *Survey of Labour and Income Dynamics* (SLID), le *Household, Income and Labour Dynamics in Australia* (HILDA), EU-SILC, les panels *Living Standards Measurement Surveys* (LSMS) de la Banque mondiale dans les pays en voie de développement (PED)... , l'amélioration des enquêtes existantes (le *German Socio-Economic Panel*, GSOEP, le *British Household Panel Survey*, BHPS), l'adjonction d'indicateurs dynamiques à plusieurs statistiques officielles (exemples: statistiques de l'EU-SILC pour l'Union européenne, indicateurs de Laeken), la sophistication accrue des méthodes (Jenkins, 2007) sont autant de signes de l'intérêt croissant porté à l'analyse longitudinale de la pauvreté ces dernières années.

Cet article vise à recenser et analyser la littérature étrangère, afin d'en tirer les principaux enseignements en termes de méthodes, de résultats et de recommandations pour la compréhension des trajectoires de pauvreté et d'exclusion⁵. Nous nous restreignons ici à l'analyse des pays dont le développement économique et les préoccupations en matière de pauvreté sont comparables à la France: l'Europe et les États-Unis.

Dans une première partie, nous mettons en évidence les principaux apports des études longitudinales en termes de résultats, en opérant un découpage qui cor-

5. Quelques revues de littératures plus spécifiques peuvent être mentionnées dès maintenant: Smith, Middleton (2007) pour un *survey* récent et assez complet des travaux au Royaume-Uni, Bruniaux, Galtier (2003) pour une riche revue systématique des travaux américains et britanniques sur la transmission intergénérationnelle des désavantages, le *survey* de Jenkins, Siedler (2007) sur la transmission intergénérationnelle de la pauvreté en Europe et aux États-Unis, l'ouvrage dirigé par Baulch et Hoddinott (2000) pour les analyses dynamiques de la pauvreté dans les PED, et enfin Jenkins (2007) sur l'évolution des méthodes et des modèles.

respond à la fois à des méthodes et à des phénomènes observés distincts : à court et moyen termes, où l'on étudie les transitions, les épisodes, et l'incidence de pauvreté, il s'agit de déterminer les facteurs déclencheurs d'entrée et de sortie de la pauvreté ; à long terme, ce sont les phénomènes de récurrence et de persistance qui sont mis en évidence dans une analyse des carrières de pauvreté ; enfin, à très long terme, on s'intéresse à la mobilité intergénérationnelle et aux phénomènes de transmission-reproduction⁶.

Dans une seconde partie, nous revenons sur quelques questions de méthode spécifiques aux études longitudinales, en reprenant les principaux enseignements des travaux étrangers, ainsi que sur les travaux récents qui cherchent à offrir un cadre théorique à ces analyses. Pour finir, nous discutons du lien entre les représentations et les politiques publiques, en analysant les relations qui existent entre l'analyse longitudinale, les interprétations des résultats et les politiques de lutte contre la pauvreté.

Repérer et comprendre les trajectoires de pauvreté et d'exclusion sociale : les principaux résultats des analyses longitudinales à l'étranger

Facteurs d'entrée et de sortie de la pauvreté

À court et moyen termes :

mesure de l'incidence de la pauvreté et analyse des épisodes de pauvreté

À court terme – sur une période d'observation de deux ans qui permet d'étudier les transitions des individus d'une année à l'autre – et à moyen terme – sur une période de plusieurs années où il est possible d'examiner des épisodes de pauvreté –, l'analyse statique de la pauvreté monétaire est enrichie par deux principales mesures (Smith, Middleton, 2007). D'une part, on comptabilise l'incidence de la pauvreté, soit le stock de personnes se trouvant à un moment donné de l'étude en dessous du seuil de pauvreté, qui permet d'étudier le *turnover* dans la pauvreté, et de distinguer la part de la population qui se trouve en pauvreté de façon stable de celle qui ne fait qu'une expérience temporaire de la pauvreté. D'autre part, l'étude des mouvements vers et hors de la pauvreté est mesurée par les flux bruts d'entrée et de sortie de la pauvreté des personnes qui franchissent le seuil de pauvreté. Elle permet de s'intéresser aux caractéristiques de ces individus et de déterminer les groupes vulnérables en fonction de leur probabilité de chute dans la pauvreté ainsi que les groupes qui ont, au contraire, tendance à être protégés de la pauvreté. Ces entrées et sorties sont également associées à des événements déclencheurs, soit des facteurs à l'origine de chutes dans la pauvreté, soit les événements de sortie ou les « stratégies » gagnantes qui sont à l'origine de sortie de la pauvreté.

6. La durée d'observation pour l'étude de ces différents phénomènes peut varier selon les travaux, mais on distingue globalement : court terme = d'une année à l'autre, moyen terme = 4 à 7 ans, long terme = 10 ans, très long terme = plus de 10/15 ans (Muffels *et al.*, 1999).

L'accès à des données sur plusieurs années a permis l'analyse des épisodes *ou* périodes de pauvreté en fonction de leur durée (découpage en termes de *poverty spells*, introduit par Bane et Ellwood en 1986, largement repris et développé par la suite). On peut ainsi distinguer plusieurs groupes d'individus, selon la fréquence des périodes de pauvreté, leur durée, ou encore l'ampleur des fluctuations observées. Ces études sur le court terme comportent cependant plusieurs limites. Les effets de seuil posent toujours problème pour ce type d'analyses, qu'elles utilisent le seuil conventionnel de pauvreté monétaire relative fixé à 50 % ou 60 % du revenu médian selon les travaux (et qui, sauf précision de notre part dans le cas inverse, est ce que nous entendons par seuil de pauvreté), ou un seuil de pauvreté monétaire absolu, comme c'est généralement le cas dans les études américaines. Notons également que cette définition de la pauvreté ne recouvre qu'une facette de la pauvreté multi-dimensionnelle. Selon la mesure (pauvreté monétaire, en conditions de vie, subjective), les populations diffèrent malgré des recoupements (Paugam, 2005 ; Lollivier, Verger, 2005)⁷. S'ajoutent à cela les erreurs de mesure liées à la collecte des revenus déclarés, même si de nombreuses techniques se sont développées pour tenter de les surmonter (Baulch, Hoddinott, 2000 ; Lollivier, Verger, 2005)⁸. Parmi les fluctuations observées, il est ainsi difficile de distinguer lesquelles sont liées à des mouvements artificiels et des perturbations rattachées aux problèmes de mesure, et lesquelles sont liées à de véritables améliorations ou détériorations des niveaux de vie des ménages (Lollivier, Verger, 2005 ; Zoyem, 2002). En concluant son analyse, Zoyem (2002) note tout de même que les transitions observées sont en général liées à une évolution brutale des revenus, elle-même liée à un changement important du volume d'activité, et que « quel que soit le seuil de pauvreté retenu, la dynamique observée ne résulte donc pas simplement de petites fluctuations des ressources autour d'un seuil arbitraire, mais traduit généralement une modification sensible de la situation des ménages vis-à-vis de l'emploi ». Smith et Middleton (2007) notent également que, pour beaucoup d'études, même en changeant les seuils, les tendances observées restent les mêmes.

Un taux de rotation important dans la pauvreté

Depuis les premiers travaux aux États-Unis dans les années 1970, la plupart des études aboutissent à la même conclusion d'une forte rotation de la pauvreté d'une année à l'autre, allant contre l'idée d'une *underclass* qui s'était popularisée dans les années 1960, et mettant en évidence l'hétérogénéité des expériences de pauvreté (Bane, Ellwood, 1986). L'incidence de la pauvreté en suivi longitudinal est plus forte

7. Rappelons que le seuil de pauvreté monétaire est défini soit à partir d'un budget nécessaire pour couvrir les besoins minimaux (pauvreté monétaire absolue), soit à partir d'une fraction du revenu moyen ou médian (pauvreté monétaire relative). La pauvreté d'existence (ou pauvreté en conditions de vie) repose quant à elle sur l'évaluation de la privation ou la difficulté d'accès à des biens et services de la vie courante jugés nécessaires. La pauvreté subjective se mesure à partir de la perception des individus eux-mêmes de leur situation. Enfin, la pauvreté administrative comptabilise les bénéficiaires de minima sociaux.

8. On peut ajouter les problèmes de la saisonnalité des revenus et du choix entre mesure des dépenses ou des ressources qui se posent surtout dans les PED (Baulch, Hoddinott, 2007).

que le taux de pauvreté observé en coupe transversale: au niveau européen, environ un tiers de la population fait l'expérience de la pauvreté (Fouarge, Layte, 2005). L'incidence est également de l'ordre de 34 à 47% au Royaume-Uni selon la durée de la période d'observation (respectivement 4 et 9 ans) (Smith, Middleton, 2007). Afin de savoir dans quelle mesure la pauvreté est un phénomène plus courant lorsqu'elle est mesurée en longitudinal, Layte et Whelan (2003) estiment un ratio qui exprime l'écart entre les taux de pauvreté en longitudinal par rapport à ceux qui sont obtenus de façon statique, et qui varie entre 1,8 et 2,6 (pour un seuil de pauvreté à 50% du revenu médian).

Cette pauvreté est surtout transitoire: la plupart des travaux concluent qu'environ un tiers des ménages pauvres ne le sont plus l'année suivante (Zoyem, 2002). Les taux de sortie annuels varient cependant selon les pays: ils sont plus faibles au Canada (31%) et aux États-Unis (37%) qu'en Allemagne (42%) et en Grande-Bretagne (55%) [Valletta, 2006]. Bane et Ellwood montraient en 1986 que la majorité des périodes de pauvreté étaient de courte durée, résultat largement confirmé par la suite (Layte, Whelan, 2003, Leisering, Leibfried, 1999).

Parallèlement à ces études sur les *poverty dynamics* (à partir des bas revenus au sens large) se sont développés dans les années 1980 aux États-Unis des travaux sur les *welfare dynamics* (à partir du bénéfice de prestations sociales), dans un contexte de débats autour de la culture de la pauvreté et de la dépendance aux prestations sociales (*Welfare Dependence/Dependency Culture*), et aujourd'hui de *workfare* (Noble *et al.*, 1998). Ces études, utilisant le plus souvent des données administratives, ont en particulier pu être menées aux États-Unis sur les bénéficiaires de l'*Aid to Families with Dependent Children* (devenue la *Temporary Assistance for Needy Families* en 1997), ou sur ceux de l'*income support* au Royaume-Uni. Les principaux résultats sont conformes à ceux des études basées sur les déclarations de revenus. Bane et Ellwood (1994)⁹ trouvent que la majorité des allocataires de l'AFDC le sont pour des périodes inférieures à deux ans, et que seulement 14% le restent pendant plus de dix ans. Les périodes de pauvreté sont un peu plus courtes pour les travaux prenant en compte les variations mensuelles (Pavetti, 1993)¹⁰. Les mêmes ordres de grandeur se retrouvent dans les travaux britanniques (Noble *et al.*, 1998), avec un *turnover* observé très important, même sur courte période.

Pour Leisering et Leibfried (1999), cette pauvreté transitoire et de courte durée est le signe que les périodes de pauvreté sont activement surmontées par la plupart des personnes qui en font l'expérience. Bane et Ellwood (1986) insistent, quant à eux, sur le fait que l'importance de ce *turnover* ne doit pas conduire à minimiser la pauvreté persistante, qui constitue une part importante de la pauvreté observée à un

9. À partir des données du PSID, pour la période 1968-1988, cité in Noble *et al.* (1998).

10. À partir du NLSY, cité in Noble *et al.* (1998).

moment donné¹¹. Cela traduit surtout l'hétérogénéité des expériences de pauvreté vécues par les individus en fonction de leurs caractéristiques.

Caractéristiques associées à la pauvreté et caractéristiques protectrices

Les dynamiques d'entrée et de sortie de la pauvreté sont contrastées selon de nombreuses caractéristiques des ménages (outre leurs caractéristiques intrinsèques). La modélisation des flux d'entrée et de sortie est mobilisée pour mettre en évidence la vulnérabilité différenciée des ménages à la pauvreté, notamment en fonction de la configuration familiale (taille du ménage, fait d'être en couple, nombre d'enfants...), de la situation des membres sur le marché du travail (emploi, chômage, type de contrat de travail...), et des caractéristiques sociodémographiques des individus qui composent le ménage (âge, diplômes, genre...). Ces variables peuvent être associées à des situations de pauvreté, mais ne doivent pas être interprétées comme des variables prédictives ou causales (Berthoud *et al.*, 2004).

Au niveau européen, les caractéristiques les plus associées à un risque élevé de pauvreté sont un nombre important de personnes dans le ménage, le fait d'être au chômage, et d'avoir un niveau d'éducation faible (Fouarge, Layte, 2005). L'emploi protège significativement de la pauvreté, et ce pouvoir de protection augmente lorsque deux membres du ménage travaillent et que l'emploi est stable et à temps plein (Smith, Middleton, 2007).

Ces résultats sont cohérents avec ce que l'on trouve aux États-Unis, à savoir que les catégories les plus protégées de la pauvreté sont les Blancs, les couples ou les hommes seuls, les ménages avec peu d'enfants, les plus éduqués (McKernan, Ratcliffe, 2005). Toutefois, si un niveau éducation élevé protège globalement de l'entrée en pauvreté, il n'apparaît pas comme un facteur de sortie une fois que les personnes sont pauvres. Un mauvais état de santé, surtout du chef de ménage, est également un facteur de risque qui joue principalement sur les probabilités d'entrée (Smith, Middleton, 2007).

Beaucoup d'études ne comptabilisent que les ménages dont le chef est en âge de travailler, or l'âge s'avère être un facteur discriminant, comme le montre Valletta (2006) dans une étude comparative sur l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada. L'incidence de la pauvreté est bien plus élevée chez les plus de 65 ans, et leurs probabilités de sortie sont plus faibles (sauf au Canada). Les études britanniques soulèvent globalement un risque de pauvreté plus élevé aux extrêmes du cycle de vie (Smith, Middleton, 2007). Pour McKernan et Ratcliffe (2005), les plus de 55 ans sont à la fois moins susceptibles d'entrer et de sortir de la pauvreté, ce

11. Bane et Ellwood (1986) illustrent cette idée à partir de l'exemple de la part des lits d'hôpital occupés par les malades chroniques : ces derniers ne représentent qu'une petite partie de toutes les personnes hospitalisées dans l'année, mais si l'on observe la répartition des lits à un moment donné, une part plus importante de ceux-ci est occupée par ces malades. C'est le même phénomène pour la pauvreté : une minorité de tous ceux qui vont connaître la pauvreté à un moment de l'année vont être durablement pauvres, mais les pauvres chroniques représentent une part relativement plus importante dans l'ensemble du groupe des pauvres à un moment donné.

qui peut s'expliquer par une moindre fréquence d'événements liés à l'emploi et à la famille pour les personnes en fin de vie active et retraitées¹². Chez les personnes âgées, c'est principalement le fait de disposer d'une retraite de niveau convenable, et donc avoir eu une carrière stable, qui protège le plus de la pauvreté (Smith, Middleton, 2007).

Les événements à l'origine de chutes dans la pauvreté

Les variables explicatives, qui sont généralement intégrées à l'étude des impacts de différents événements sur les entrées et sorties de pauvreté, concernent principalement les événements familiaux au sein du ménage (séparation, mise en couple, naissances, décès...), les événements sur le marché du travail (perte d'emploi, retour en emploi, passage à la retraite...) et les changements dans les revenus¹³.

Les transitions de pauvreté aux États-Unis et en Europe sont souvent associées à des changements de la situation d'emploi (McKernan, Ratcliffe, 2005). Les études britanniques montrent que la perte d'emploi au Royaume-Uni est le premier facteur d'entrée en pauvreté (Smith, Middleton, 2007 ; Berthoud *et al.*, 2004). Parmi les événements familiaux les plus significatifs, la plupart des études britanniques soulèvent l'augmentation du nombre d'enfants dans le ménage (Smith, Middleton, 2007). Le changement dans le statut marital, et en particulier les séparations ou divorces, semble également jouer un rôle primordial (Berthoud *et al.*, 2004 ; Valletta, 2006). L'analyse des effets différenciés de ces événements selon le genre en Europe confirme l'idée que les événements d'emploi ont un impact en termes de pauvreté plus fort pour les hommes que lorsqu'ils concernent les femmes. En revanche, la désunion accroît considérablement le risque d'entrer en pauvreté pour les femmes (Berger *et al.*, 2004). Par contre, l'analyse des effets différenciés de genre selon le régime d'État-providence en Europe n'aboutit pas à des conclusions tranchées.

En général, le second facteur est la baisse des revenus : aux États-Unis, 40% des périodes de pauvreté « seulement » commençaient par une chute dans le revenu du chef de ménage (Bane, Ellwood, 1986). Les coefficients traduisant l'effet des revenus (changements de montant, transferts sociaux/revenus d'activité) ne sont pas aussi élevés que les précédents, et seul leur effet global peut être interprété comme causal (Berthoud *et al.*, 2004). Dans son analyse comparative, Valletta (2006) constate que les changements dans les revenus ont un impact particulièrement fort aux États-Unis, ce qui indique une importante instabilité pour les familles pauvres dans ce pays. L'analyse de Berthoud *et al.* (2004) pour le Royaume-Uni aboutit aux mêmes conclusions.

12. Ce constat n'est pas partagé par toutes les études. Dans son étude à partir du SEP aux Pays-Bas, Nordholt (1996) trouve par exemple que la probabilité d'entrée dans la pauvreté est plus élevée pour les personnes dont le chef de ménage est âgé.

13. Pour les différentes méthodes permettant d'analyser l'impact différencié de ces variables, voir par exemple McKernan, Ratcliffe (2005).

Les facteurs de sortie de la pauvreté

L'origine des sorties de la pauvreté est le plus souvent associée à une augmentation des revenus de la personne de référence du ménage, ce que constataient déjà Bane et Ellwood en 1986 qui estimaient à 60% les périodes de pauvreté se terminant ainsi. Cette variable révèle des réalités diverses (accès à l'emploi, passage à temps plein...), mais ce sont surtout des changements liés au statut d'emploi du chef de ménage qui s'avèrent déterminants pour les sorties de pauvreté (Cantó, 2003).

Les revenus augmentent également souvent suite à divers événements familiaux (mise en couple avec une personne en emploi, départ d'enfants...). Globalement, la stabilité de la structure familiale est un facteur de résistance à la pauvreté ; un changement dans la taille du ménage est un facteur important de la sortie de la pauvreté pour les familles monoparentales (Smith, Middleton, 2007). Les effets sont encore différenciés selon le genre, comme le montre l'étude de Berger *et al.* (2004) : tandis que l'union agit au détriment des hommes, la mise en couple favorise la sortie de pauvreté des femmes. Ces résultats dépendent bien sûr fortement du statut dans l'emploi du nouveau conjoint, mais, pour les femmes, s'unir à un conjoint en emploi accroît plus les chances de sortir de la pauvreté que trouver soi-même un emploi.

Il est également important de distinguer les ménages sans enfants des familles. En effet, ces ménages ont plus souvent des changements démographiques, et ce ne sont pas les mêmes événements qui déterminent les sorties de pauvreté de ces deux groupes¹⁴. Les écarts observés dans les comparaisons internationales peuvent d'ailleurs en partie s'expliquer par des structures familiales plus traditionnelles dans certains pays. Par exemple, les changements démographiques (naissances...) ont encore moins d'impact sur les sorties de pauvreté en Espagne qu'au Royaume-Uni ou aux États-Unis (Cantó, 2003).

Les changements de revenus provenant des revenus hors activité entraînent relativement peu de sorties de pauvreté, en dehors de certaines catégories de bénéficiaires de prestations sociales (par exemple, les ménages sans enfants en Espagne). Parmi les bénéficiaires de l'aide sociale, les sorties de pauvreté sont plus fréquentes pour les catégories les plus susceptibles de se remettre en couple, et d'avoir accès au marché du travail, en particulier les jeunes, ceux dont les enfants ne sont plus en bas âge, etc. (Noble *et al.*, 1998).

Dans l'analyse des facteurs de sortie, l'état de santé ne joue que très peu (Smith, Middleton, 2007).

Importance différenciée des événements familiaux et d'emploi

L'importance relative des événements familiaux et d'emploi sur les facteurs d'entrée et sortie de pauvreté diffère nettement selon les travaux. On peut reprendre un exemple marquant cité par Noble *et al.* (1998) pour les sorties du bénéfice de

14. Pour Smith et Middleton (2007), certaines observations, comme l'effet très significatif des changements de nombre de personnes formant le ménage pour les couples sans enfants, sont des dynamiques encore obscures dans la littérature.

l'AFDC : 25 % seraient liées à un changement de statut d'emploi et 30 % à des changements familiaux chez Bane et Ellwood (1994), contre respectivement 46 % et 11 % chez Pavetti (1993). Le choix de l'échantillon, de la période et des méthodes a donc une incidence sur les résultats. Certaines tendances montrent cependant un impact variable des différents événements de la vie mesurés selon les catégories de personnes.

La plupart des études et des *surveys* soulignent un rôle globalement plus important des événements liés à l'emploi sur les entrées et sorties de pauvreté, comparé au rôle des changements dans la structure familiale (Smith, Middleton, 2007 ; McKernan, Ratcliffe, 2005). L'étude différenciée des facteurs selon le genre aboutit en général à mettre en évidence un facteur emploi plus important pour les hommes, et pour les femmes plutôt une combinaison des facteurs démographiques et d'emploi. Les trajectoires des femmes sont également plus sensibles aux variations de revenu de leur conjoint que l'inverse (Smith, Middleton, 2007). En ce qui concerne les enfants, il semblerait qu'ils soient plus vulnérables encore aux changements de composition familiale (McKernan, Ratcliffe, 2005).

Ce constat n'évacue certes pas les débats autour de l'impact relatif des différents événements de la vie et de son évolution. Layte et Whelan (2003) soutiennent que les entrées de pauvreté sont plutôt dues à des chutes de revenus qu'à des changements démographiques au sein du ménage, ce qui contredirait l'idée développée récemment (Leisering, Leibfried, 1999) d'une pauvreté de plus en plus due à des changements dans le cycle de vie qu'à des facteurs plus traditionnels (statut d'emploi, classe sociale, niveau éducatif...). Une comparaison des événements déterminants avant et après la réforme de 1996 aux États-Unis va dans le même sens en insistant sur un effet accru des pertes d'emploi et l'accès à l'emploi après 1996 (McKernan, Ratcliffe, 2005).

Distinguer les variations des niveaux de vie et vérifier l'hypothèse d'un cercle vicieux d'exclusion sociale

L'observation de ces flux n'indique pas dans quelle mesure ces entrées et sorties de pauvreté traduisent des modifications sensibles de niveau de vie, quelle est la sévérité des différentes expériences de pauvreté, et comment plusieurs événements peuvent s'enchaîner et se cumuler. Pour répondre à ces questions, de plus en plus de travaux intègrent l'étude multidimensionnelle de la pauvreté dans l'analyse dynamique. C'est le cas d'une étude récente de Whelan et Maître (2007) sur de telles dynamiques de vulnérabilité (exposition au risque et aux variations brutales de revenus, à des privations matérielles, à la pression financière...) dans neuf pays européens (ECHP, 1994-1998), et qui insiste sur la moindre sensibilité des indicateurs de vulnérabilité aux erreurs de mesure. Devicienti et Poggi (2007) s'intéressent, quant à eux, aux dynamiques d'exclusion sociale en Italie. Leur étude empirique repose également sur des données de l'ECHP (1994-2001) et analyse l'interaction entre les processus de pauvreté et d'exclusion sociale au niveau individuel. L'analyse dynamique révèle des processus distincts, dont le degré de chevauchement est relativement faible, mais qui sont reliés, voire se renforcent mutuel-

lement. Ces résultats sont dans la lignée d'autres études britanniques, comme celle de Berthoud *et al.* (2004) qui s'intéresse à la relation entre pauvreté monétaire et pauvreté des conditions de vie (ou privations) au Royaume-Uni pour la période 1996-2002 (BHPS, FACS). Ces auteurs montrent que seulement une petite part des sorties de pauvreté monétaire d'une année à l'autre sont aussi des sorties de privations (*hardship*). Ce type de pauvreté augmente avec la persistance de pauvreté monétaire et les expériences passées de pauvreté (peu importe qu'elles aient été récentes ou anciennes). L'analyse des variations de revenus individuelle montre qu'entre 24 % et 36 % de la variance totale de l'indice de privations sont expliquées par le revenu. L'analyse longitudinale permet d'interpréter la relation causale : même si la relation entre revenu et privations est deux fois moins forte, on peut conclure que, pour les personnes pauvres, quand le revenu augmente, les privations baissent. Il est également intéressant de constater qu'une partie de cet effet s'étale dans le temps, et qu'on observe un effet immédiat de l'augmentation du revenu sur l'année qui suit, et un effet plus tardif sur la deuxième année.

Les travaux qui s'intéressent à la question n'arrivent pas à mettre en évidence des enchaînements types¹⁵ : pour McKernan et Ratcliffe (2005), la multiplicité et la variété des transitions observées à court et moyen termes ne sont pas propices à une mise en évidence de trajectoires types. Cependant la perspective longitudinale se prête bien à une étude empirique visant à tester l'hypothèse d'exclusion sociale et de spirale descendante, où la marginalisation du marché du travail accroît le risque de pauvreté, situation qui conduit à l'isolement social et à un risque accru de chômage de long terme. C'est ce qu'ont entrepris Gallie *et al.* (2003) à partir de l'ECHP sur 1994 à 1996. Ils trouvent en effet qu'il y a un cercle vicieux de désavantages, où le chômage augmente le risque de pauvreté, qui à son tour accroît les difficultés de retour à l'emploi. Par contre, le rôle de l'isolement social sur l'exclusion de l'emploi et de la pauvreté apparaît moins. Il semble plutôt que la moindre sociabilité chez certaines personnes est antérieure à l'expérience du chômage.

Persistance et récurrence dans les trajectoires

À long terme : mesure de la pauvreté récurrente et persistance, et analyse des carrières de pauvreté

L'analyse longitudinale sur le long terme permet d'étudier en profondeur les trajectoires de bien-être des ménages, et de mettre en perspective les mouvements d'entrée et de sortie de la pauvreté observés dans l'analyse des transitions à court et moyen termes. L'allongement de la période de suivi des individus permet en particulier de mettre l'accent sur la part de pauvreté persistante, et de nombreuses études identifient les caractéristiques de ces populations et la spécificité de leurs trajectoires. Mais les insuffisances des travaux distinguant pauvreté transitoire et persistante ont été critiquées au regard de l'importance de la pauvreté récurrente qui doit être comprise dans le concept de pauvreté chronique. Citons par exemple

15. Pour une discussion des problèmes méthodologiques liés à ces études, voir Jenkins, Siedler (2007).

Stevens (1999), qui insiste sur l'importance d'établir des méthodes permettant de considérer la pauvreté récurrente, puisque environ la moitié des sorties de la pauvreté sont le fait de personnes qui vont rechuter dans les quatre années suivantes.

La définition de la pauvreté chronique repose sur l'analyse des durées des épisodes de pauvreté (mesurés en années en dessous du seuil défini) et de leur fréquence (réurrence des périodes de pauvreté en cas de dépassements momentanés du seuil de pauvreté) [Biewen, 2003]. Deux autres dimensions sont à prendre en compte dans cette analyse : d'une part, la longueur de la période d'observation, le principal problème étant ici celui de la censure et de l'accès à des données longitudinales sur plus de dix ans (d'où l'absence de résultats pour les pays dont les panels de ménages n'existent que depuis peu). D'autre part, la mesure de la volatilité et de la stabilité des statuts de pauvreté, avec deux principales méthodes : l'approche par les épisodes de pauvreté de Bane et Ellwood (1986), et l'estimation de la persistance à partir du modèle de Duncan et Rodgers (1991) qui part du principe que ce qui importe réellement pour les ménages est le revenu permanent (Muffels *et al.*, 1999).

La littérature distingue généralement quatre profils de pauvreté (Muffels *et al.*, 1999) : les *persistent non-poor*, qui ne sont jamais pauvres pendant la période ; les *transient poor*, qui sont pauvres une fois pendant la période ; les *recurrent poor*, qui sont pauvres plusieurs fois mais jamais plus de deux ans ; et les *persistent poor*, qui sont pauvres pendant plus de trois ans. Ce seuil des trois ans pour définir la pauvreté persistante est arbitraire mais fondé sur le constat empirique que la probabilité de sortir de la pauvreté chute fortement et rapidement au-delà de deux ans de pauvreté. L'étude des liens entre la persistance mesurée à partir d'un seuil de pauvreté monétaire pose des questions de validité : dans le long terme aussi ces différentes mesures captent des phénomènes différents, ce qui indique que la pauvreté persistante ne peut totalement être interprétée comme un indicateur d'exclusion (Whelan, Maître, 2005).

Si de nombreux ménages font l'expérience de la pauvreté dans le temps, cette pauvreté transitoire n'est pas pour autant une expérience unique et isolée : on constate en effet un phénomène important de récurrence des épisodes de pauvreté (ou « *churning* ») [Smith, Middleton, 2007]. La part de pauvreté chronique est également loin d'être négligeable. Selon les estimations de Biewen (2003) sur la période 1984-2000, un tiers de la pauvreté en Allemagne est chronique, et il semble que la pauvreté y soit moins persistante qu'au Royaume-Uni et aux États-Unis. Sur une période plus courte (1991-1996), Valletta (2006) trouve les mêmes ordres de grandeur, mais une pauvreté moins persistante au Royaume-Uni (entre 14 et 27 % de la pauvreté) qu'en Allemagne (24 à 33 %), au Canada (36 à 44 %), et aux États-Unis (35 à 40 %).

Mais la distinction entre ces différents types de pauvreté ne suffit pas pour répondre à ces nouvelles questions : les chutes dans la pauvreté sont-elles dues à la malchance ou bien structurelles (perte de capitaux) ? Des travaux récents se développent pour repérer les effets structurels dans les trajectoires de pauvreté, comme Carter et Barrett (2006) qui définissent une pauvreté basée sur les actifs pour distinguer les transitions structurelles et stochastiques.

De plus en plus de travaux visent aujourd'hui à distinguer les raisons structurelles à la persistance de la pauvreté des raisons individuelles. Les analyses longi-

tudinales sont notamment utilisées pour confronter les théories de Beck et de Giddens à l'analyse empirique, et à identifier les rôles respectifs des facteurs de *structure* (mutations économiques, institutions sociales, mouvements sociaux...) et d'*agency* (arbitrages individuels...) dans l'explication des trajectoires pauvreté (Alcock, 2004). Le constat que la probabilité de sortie de la pauvreté chute rapidement et fortement dès la première année en pauvreté (Bane, Ellwood, 1986, Sawhill, 1988), et que les personnes qui ont déjà fait l'expérience de pauvreté sont plus susceptibles de se trouver en état de pauvreté à l'avenir, fait l'objet de deux types d'explications (Biewen, 2007). La première est celle de la pauvreté due à l'hétérogénéité individuelle des caractéristiques observées (faibles dotations de capital humain, chômage, mauvais état de santé...) et inobservées (faible niveau d'intelligence, manque d'aptitudes, manque de motivation, comportement général défavorable à l'insertion professionnelle...). La seconde repose sur l'idée de dépendance d'état (*State dependence*), qui reflète l'effet causal de la pauvreté présente sur la pauvreté future, en raison de divers mécanismes (trappes à pauvreté, découragement, dépréciation du capital humain, addictions, dégradation de l'état de santé, changement de milieu social, acquisition d'une « culture de la dépendance » aux prestations sociales, apparition de tensions familiales à l'origine de séparations...).

Rôles de la famille, de l'emploi, et question de la culture de pauvreté

Les groupes les plus à risques vis-à-vis de la pauvreté persistante ne sont pas les mêmes dans les différentes études. Au Royaume-Uni, ce sont surtout les mères seules, les personnes en mauvaise santé ou invalides, les personnes ayant un faible niveau d'éducation, les femmes, les minorités ethniques, les personnes âgées, les chômeurs et les enfants. Pour chacun de ces groupes, les risques sont accentués avec la présence d'autres facteurs (pour les enfants, avoir beaucoup de frères et sœurs, vivre dans une famille monoparentale...) [Smith, Middleton, 2007]. En Allemagne, au contraire, c'est l'inactivité, et en particulier la retraite, qui arrive en tête des facteurs de risque, ce qui contraste avec l'analyse statique où la retraite ne se trouve pas associée à la pauvreté (Biewen, 2003).

De nombreux travaux traitent spécifiquement de la persistance de la pauvreté chez les enfants. Les principaux résultats d'une comparaison de ce phénomène dans des pays industrialisés révèlent une très importante persistance de la pauvreté dans ces pays. L'étude des 20% les plus pauvres dans la distribution des revenus montre que, dans la plupart des pays, 60% des enfants pauvres le sont l'année suivante, et que la part des enfants pauvres pendants cinq années consécutives varie entre 6 et 9% (Royaume-Uni, Allemagne, Hongrie, États-Unis). Cependant, de fortes disparités apparaissent avec un seuil à 50% du revenu médian, puisque 15% à 20% des enfants sont pauvres au moins une année sur cinq en Allemagne et en Hongrie, contre 38% à 45% aux États-Unis et au Royaume-Uni (Bradbury *et al.*, 2001).

Quant à la question d'une *State dependence* au niveau individuel, elle est par exemple étudiée par Biewen (2007). Il s'agit de montrer dans quelle mesure la pauvreté passée influence la probabilité d'être pauvre à l'avenir, toutes choses égales par ailleurs. En prenant en compte ces *feedback effects* (effets de la pauvreté

passée sur la composition familiale et l'emploi), il arrive à la conclusion que l'expérience de pauvreté dans une période accroît le risque de pauvreté sur la période suivante de 20 points de pourcentage, ce qui s'expliquerait par des variables non observées (démotivation, dépréciation du capital humain, baisse des incitations, risque de décohésion familiale...).

Poggi et Ramos (2007) étudient avec un modèle de « contagion » les effets à long terme du statut actuel des femmes par rapport à l'emploi. Ils trouvent comme attendu qu'être en emploi protège les femmes des chocs externes futurs, mais également que, parmi les femmes qui ont perdu leur emploi, la « contagion » sur les risques de pauvreté futurs est plus importante pour celles qui sont au chômage que pour celles qui sont inactives pour des raisons de prise en charge d'enfants ou de parents dépendants.

Dans sa revue des travaux empiriques américains, Sawhill (1988) note que, si la pauvreté monétaire absolue a un peu baissé des années 1960 aux années 1980, elle semble avoir augmenté en termes relatifs malgré un meilleur accès à certains biens et services de base, et notamment aux soins médicaux. Par contre, cela ne s'est pas accompagné d'une baisse de la pauvreté persistante. Chez les enfants, la persistance de la pauvreté est au mieux stable sur la même période lorsqu'elle est mesurée après transferts sociaux (Duncan, Rodgers, 1991). Les tendances de la période ont pourtant été une baisse du nombre d'enfants par famille et un accroissement du niveau d'éducation des parents, facteurs de mitigation de la pauvreté persistante, mais ils n'ont pas compensé l'accroissement du risque pour d'autres types de familles, notamment en raison d'une baisse relative des salaires des jeunes actifs. Il y a eu, en effet, d'importants changements dans la structure démographique de la pauvreté persistante, avec un accroissement de l'inégalité de la distribution, et un changement des caractéristiques de ces ménages (plus de familles monoparentales, surtout chez les enfants afro-américains).

Rôle du contexte local, des politiques sociales et d'emploi, et du régime d'État-providence

Les analyses de long terme et les travaux comparatifs sont très mobilisés pour l'étude des facteurs structurels sur les trajectoires de pauvreté et l'ampleur de la pauvreté persistante. De nombreuses études au Royaume-Uni et aux États-Unis s'intéressent aux facteurs environnementaux, tels que les taux d'emploi dans le marché du travail local, le quartier et l'accès aux services, etc. Les études britanniques (Smith et Middleton, 2007) montrent que ces facteurs jouent un rôle important, même si leur puissance explicative est moins forte que les facteurs individuels. Aux États-Unis, les travaux de Iceland (1997) étudient le rôle de différents facteurs structurels sur les sorties de pauvreté (restructurations économiques, mauvais appariement des compétences, ségrégation raciale, changements dans les niveaux de prestations sociales), et trouvent des effets différenciés selon les populations. Dans son étude sur les populations des villes américaines de 1970 à 1985, Iceland montre que les processus structurels ont eu un impact plus substantiel sur le bien-être des Afro-Américains, et que ces derniers ont notamment été pénalisés par la baisse de

l'emploi industriel dans leurs quartiers, alors que les Blancs ont bénéficié de l'accroissement du secteur des services.

Les travaux comparatifs sont très utilisés pour analyser l'impact des politiques de lutte contre la pauvreté. Muffels *et al.* (1999) comparent les dynamiques de pauvreté et d'inégalité en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, et leur comparaison avant et après transferts montre une moindre efficacité du marché pour prévenir et réduire la pauvreté. La comparaison internationale met en avant une meilleure capacité à prévenir la pauvreté et les inégalités en Allemagne et aux Pays-Bas. Si les performances des politiques de lutte contre la pauvreté sont globalement moins bonnes au Royaume-Uni, cela s'avère surtout être le cas sur le court terme, avec un système qui repose sur une acceptation d'un risque de pauvreté très fort pour certaines catégories de populations (chômeurs, familles monoparentales...). À long terme, par contre, les performances des politiques britanniques rattrapent celles des autres pays. La comparaison internationale harmonisée (à partir du *Cross National Equivalent File*) fait apparaître de moindres performances des politiques publiques dans les pays nord-américains (Canada, États-Unis) : par rapport aux pays européens (Allemagne, Royaume-Uni), la persistance et la concentration de la pauvreté y sont plus fortes, les politiques de transfert moins efficaces ; le lien entre persistance dans la pauvreté et statut de l'emploi est très prononcé, et aux États-Unis le risque de persistance de la pauvreté est très important pour certains groupes vulnérables (Valletta, 2006).

Les effets des prestations sociales sur les bénéficiaires dans le long terme sont également analysés à partir de données administratives : Kazepov (1999) utilise des données longitudinales sur les bénéficiaires de minima sociaux dans huit villes européennes (en Espagne, Allemagne, Suède, Portugal et Italie), et met en relation des durées de bénéfice de prestations sociales avec le contexte institutionnel de chaque ville. Son étude vérifie l'hypothèse d'une influence de la dimension institutionnelle sur les dynamiques des bénéfices de minima sociaux. Cependant, les « durées de bénéfice » ne reflètent pas des « épisodes de dépendance » : une courte durée de prestations n'est pas forcément un indicateur positif, et peut révéler au contraire l'inadéquation de l'aide sociale, des droits moindres pour certaines catégories de pauvres, etc.

Enfin, les travaux européens qui se sont développés depuis la mise en place de l'ECHP se sont beaucoup intéressés à l'analyse de ces performances différenciées selon les régimes d'État-providence (Fouarge, Layte, 2005 ; Layte, Whelan, 2003...). Ils concluent, eux aussi, à une importante influence des régimes sur la pauvreté de long terme et montrent notamment une meilleure prévention de la pauvreté à court et long termes dans les pays sociaux-démocrates, une pauvreté plus fréquente et plus durable dans les pays libéraux et du Sud, et des pays corporatistes-conservateurs en position intermédiaire. Quant aux probabilités de sorties de la pauvreté, elles sont fortes, puis baissent rapidement dans ce dernier groupe de pays, alors que dans les pays libéraux et du Sud, elles sont plus modérées et plus constantes dans la durée, ce qui traduirait des incitations moindres dans les pays corporatistes-conservateurs pour ces auteurs.

Transmission et reproduction intergénérationnelle

À très long terme : analyse de la mobilité intergénérationnelle

À très long terme, les mutations intergénérationnelles étudiées en longitudinal sont les dynamiques de mobilité professionnelle (chez les sociologues) ou de mobilité des revenus (chez les économistes). L'étude de la pauvreté et de l'exclusion sociale se pense dès lors en termes de transmission et reproduction de la pauvreté entre générations. Ces recherches ont été très nombreuses aux États-Unis et au Royaume-Uni, avec un champ de variables étudiées tout aussi vaste (niveau scolaire, problèmes psychologiques et comportementaux, grossesses adolescentes hors mariage...). Cette vaste littérature a fait l'objet de *surveys* récents de Bruniaux et Galtier (2003), Mayer (2002) et Solon (1999). Des études dans d'autres pays européens se sont développées depuis les années 1990 (Jenkins, Siedler, 2007 ; Solon, 2002 ; Corak, 2006). Ces travaux ont également pu donner lieu à des comparaisons internationales de la mobilité dans les pays industrialisés dans le recueil de Corak (2004).

Ces recherches déterminent, d'une part, la relation entre les handicaps que cumulent les enfants de ménages pauvres (santé, niveau d'éducation, aptitudes mentales...) et leurs *outcomes* à l'âge adulte (revenu, santé, carrière...); et, d'autre part, s'interrogent sur les effets de causalité de cette relation afin de distinguer les rôles respectifs joués par le revenu du ménage, et les caractéristiques des individus ainsi que celles des ménages (Jenkins, Siedler, 2007). Si de nombreux travaux économiques comparent les revenus des pères et des fils (Atkinson, 2007), des travaux sur le devenir des filles se développent depuis quelques années (Solon, 2002). Les mécanismes apparaissent finalement assez similaires, même si la transmission intergénérationnelle du statut est un peu plus faible chez les filles (Chadwick, Solon, 2002).

Pauvreté dans l'enfance, à l'adolescence, et outcomes à l'âge adulte

De façon générale, un constat rassemble toutes ces études : peu importe les mesures de bien-être utilisées, il apparaît que les enfants de familles défavorisées ont plus de difficultés que les autres (Bruniaux, Galtier, 2003). La pauvreté dans l'enfance est fortement liée à la pauvreté à l'âge adulte, comme le montrent les études britanniques (Smith, Middleton, 2007) : la pauvreté dans l'enfance est associée à la pauvreté à l'âge adulte, elle-même associée à la pauvreté dans la vieillesse. Les conséquences de la pauvreté peuvent donc durer tout au long du cycle de vie et entre les générations. À très long terme, les facteurs de pauvreté sont les mêmes que ceux qui sont identifiés pour la pauvreté persistante. Le même type d'études menées aux États-Unis ou en Finlande conclut également à une persistance (ou un héritage) intergénérationnelle de la pauvreté élevée (Jenkins, Siedler, 2007). Au Royaume-Uni, la comparaison de deux cohortes d'adolescents permet d'observer une accentuation de la transmission de la pauvreté : pour la génération adolescente en 1970, un individu a une chance sur quatre d'être pauvre s'il était pauvre dans l'enfance, et une chance sur neuf s'il n'était pas pauvre. L'intensité de cette relation est environ deux fois plus forte pour la génération 80, ce qui confirme d'autres études remarquant un impact grandissant de l'origine familiale sur le devenir des enfants (Blanden, Gibbons, 2006).

Ce processus de transmission se place dans un contexte global de mobilité des revenus entre générations¹⁶. Solon (2002) reprend les résultats de nombreux travaux (hors États-Unis) pour comparer les niveaux de mobilité dans différents pays : les sociétés avec le moins de mobilité sont ici le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud, alors que la reproduction intergénérationnelle est assez faible en Finlande et en Suède. Le Canada et l'Allemagne sont en position intermédiaire. Un travail similaire de Corak (2006) montre que la proportion d'enfants pauvres qui sont pauvres à l'âge adulte est de 50 % aux États-Unis, 40 % au Royaume-Uni et 30 % au Canada. Cette proportion est également assez élevée dans les pays où la part d'enfants pauvres dans la population est plus faible comme les pays nordiques. Ils sont cependant un peu plus mobiles avec environ 20 % des désavantages économiques des parents transmis à la génération suivante (Corak, 2004). Inversement, la reproduction des riches se fait dans les mêmes proportions. Ainsi, contrairement à une idée reçue, les États-Unis et le Royaume-Uni s'avèrent être les sociétés les moins mobiles. L'étude de la mobilité occupationnelle accentue les différences entre pays. Le lien entre statut économique des parents et réussite socioprofessionnelle des enfants devenus adultes est extrêmement fort aux États-Unis, au Royaume-Uni (respectivement 50 % de transmission, avec davantage de mobilité ascendante au Royaume-Uni) et en France (40 %), faible au Canada, en Finlande, en Norvège et au Danemark (20 %), et intermédiaire en Allemagne et en Suède (30 %) [Corak, 2006, 2004].

L'intensité de la relation entre pauvreté dans l'enfance et l'âge adulte varie en fonction de la variable observée. En effet, il existe un débat sur le choix des variables à retenir pour ces études. Pour ce qui est de l'impact de la pauvreté des parents sur les enfants, le revenu des parents est souvent utilisé comme variable de départ, et privilégié sur d'autres variables telles que le niveau d'éducation des parents, la situation familiale, l'école, le quartier, la qualité du logement, etc. Cela s'explique, pour Bruniaux et Galtier (2003), par un centrage des études sur l'évaluation des politiques publiques, et l'avantage offert par le revenu pour l'étude des effets des transferts sociaux sur la pauvreté des ménages. Cette variable de départ est mise en relation à des résultats, ou *outcomes*, reflétant le devenir des enfants suivis. Comme on ne dispose que rarement de données fiables de ressources pour les différentes phases de la vie, on utilise souvent d'autres indicateurs corrélés au revenu : niveau d'éducation (mesuré par exemple par des résultats à des tests de lecture et d'écriture, la durée des études supérieures...), santé, réussite sur le marché du travail...

De nombreuses corrélations entre la pauvreté dans l'enfance et différents *outcomes* socio-économique à l'âge adulte apparaissent (les principaux résultats sont repris dans les *surveys* de Bruniaux et Galtier, 2003 ; Jenkins et Siedler, 2007...), et elles sont aggravées lorsque la pauvreté dans l'enfance a été durable et précoce.

Les travaux portant sur la transmission intergénérationnelle du bénéfice de l'aide sociale ont surtout pu être menés aux États-Unis grâce aux données sur les bénéficiaires de l'AFDC (qui sont surtout des mères afro-américaines seules) et le devenir

16. Pour une discussion des problèmes méthodologiques liés à ces études, voir Jenkins, Siedler (2007).

de leurs enfants : probabilité d'être eux-mêmes bénéficiaires, santé, résultats à des tests, durée des études... (Jenkins, Siedler, 2007).

Recherche des relations de causalité

La principale difficulté pour tous ces travaux est de passer des corrélations à l'explication et de déterminer des relations de causalité dans ces processus de transmission des désavantages entre plusieurs générations. Ces questions sont au cœur des conclusions que l'on cherche à tirer en termes de politiques publiques car les relations de causalité déterminées renvoient directement à l'impact des politiques fiscales, sociales, de santé et d'éducation. Pour Roemer (2004), les parents influencent leurs enfants par trois voies : les réseaux sociaux qui facilitent l'accès à l'éducation et l'emploi ; la culture et les investissements familiaux qui accroissent les compétences, les espérances et les motivations ; la transmission génétique des capacités. La discussion par Corak (2006) des différentes implications de ces relations sur les politiques publiques démontre l'importance de continuer à étudier les subtilités de ces relations causales avant de tirer des conclusions. Celles-ci ne seront pas aisément transférables puisque les travaux montrent des processus différents selon les pays, la position dans l'échelle des revenus... (Corak, 2004). Les principales approches pour estimer cette causalité entre la faiblesse des revenus des parents et les difficultés de leurs enfants à l'âge adulte, et qui relèvent de techniques statistiques (contrôler les variations de revenu par des variables supposées exogènes) ou de comparaisons (enfants adoptés, jumeaux...), sont notamment discutées par Jenkins et Siedler (2007). Grâce à ces avancées, la part inexpliquée des variations de statut d'une génération à l'autre, attribuée à la « chance », s'est réduite de moitié depuis les années 1970-1980 (Bruniaux, Galtier, 2003). Les travaux que nous reprendrons ici s'intéressent en particulier au rôle de l'allocation des ressources au sein de la famille, aux influences du quartier, au rôle de l'école et aux effets des politiques sociales.

Rôle du revenu, de la scolarité et du contexte familial

Une fois qu'il est établi que les expériences de pauvreté dans l'enfance se répercutent sur les chances de réussite socioéconomique à l'âge adulte, il faut pouvoir distinguer l'effet du manque de revenus de ceux qui résultent d'autres privations, même si ceux-ci sont corrélés. Si le revenu dans l'enfance a un effet qui varie en fonction des domaines, les études américaines lui attribuent un rôle globalement modeste comparé à d'autres variables de bien-être dans l'enfance (Bruniaux, Galtier, 2003). Ces résultats ne sont pas forcément généralisables à d'autres pays, et l'origine de ces revenus peut faire une différence. En l'occurrence, les travaux dans Corak (2004) concluent à un impact différencié du niveau de revenu selon qu'il s'agit de revenu du travail ou de transferts sociaux. Toutefois, si l'origine du revenu peut jouer un rôle, il est moindre que celui du fonctionnement familial.

Ce qui influence le plus le devenir des enfants à l'âge adulte sont les circonstances de leur scolarité et de leur développement cognitif, mais la force observée du lien entre pauvreté et développement cognitif est encore mal expliquée (Bruniaux,

Galtier, 2003). Ces études montrent d'ailleurs que l'origine des difficultés scolaires se trouve souvent dans les problèmes familiaux, mais que le capital social de la famille reste de façon générale la caractéristique la plus explicative du parcours scolaire des enfants. Quant à l'effet de l'école sur les inégalités, les études trouvent que, si l'école compense partiellement les désavantages initiaux, ils réapparaissent par la suite sur le marché du travail.

À revenu égal, entre familles et au sein des familles, les *outcomes* des enfants sont souvent étudiés à partir de comparaisons en fonction de la taille de la fratrie et du devenir comparé des frères et sœurs. Par exemple, on constate qu'il y a moins de mobilité pour les enfants de familles nombreuses, si l'on compare les trajectoires selon la taille des ménages (Corak, 2004). Une étude comparant le devenir des enfants de mêmes fratries en fonction du genre montre que, dans les pays nordiques, les parents n'investissent pas plus dans le capital humain des garçons que dans celui des filles (Björklund *et al.*, 2004). Mayer et Lopoo (2004) mènent également une étude différenciée selon le genre, mais cette fois sur l'impact des investissements parentaux sur le devenir de leurs enfants au États-Unis. Blanden *et al.* (2004) se posent la même question au Royaume-Uni en suivant deux cohortes de douze ans d'intervalle, à l'adolescence puis à l'âge adulte.

Rôle de l'environnement : quartier, communauté, aide sociale

Il n'est pas évident de différencier l'effet de la famille d'autres effets du contexte. Des travaux comme ceux d'Oreopoulos (2003) tentent de distinguer l'effet « quartier » d'autres caractéristiques individuelles. Son étude sur le devenir d'enfants habitant en logements sociaux à Toronto à partir de données administratives montre un effet peu significatif du quartier sur les *outcomes* sur le marché du travail (emploi, revenu...), qui contraste avec le rôle apparent de différents facteurs familiaux.

L'impact des politiques publiques sur le très long terme est souvent étudié, mais les résultats doivent encore être pris avec précaution en raison de la combinaison de facteurs qui jouent sur les trajectoires des enfants. Bruniaux et Galtier (2003) reprennent les principaux résultats des études américaines, qui concluent à un effet contrasté de l'aide sociale en fonction du type de bénéficiaires (et notamment entre Blancs et Afro-Américains, qui n'en bénéficient d'ailleurs pas pour les mêmes raisons), et en fonction de la variable de résultat : ce bénéfice ne s'avère pas néfaste sur les performances scolaires, mais plutôt sur l'insertion sur le marché du travail. Quant aux mesures de *Welfare to Work*, elles n'ont d'effets positifs que lorsque des services annexes existent et que l'absence du parent qui retourne en emploi ne se traduit pas par de nouvelles difficultés pour les enfants (réduction des activités, responsabilité pour la garde des frères et sœurs...). Les politiques dans le domaine de l'éducation sont au cœur de l'analyse de Mayer et Lopoo (2004), qui comparent leurs effets sur des cohortes américaines nées en 1949 et 1965 à l'âge de 30 ans, et trouvent que les politiques menées depuis l'après-guerre ont accru la mobilité aux États-Unis. Ce résultat contraste avec celui de Blanden *et al.* (2004) sur les politiques au Royaume-Uni, où les changements dans le système scolaire auraient au contraire réduit la mobilité. L'intérêt de l'étude dynamique réside ici d'ailleurs dans

la possibilité de reconnaître les groupes qui bénéficient des avantages des politiques d'éducation : en effet, cette étude permet de faire apparaître qu'au Royaume-Uni la politique d'investissement éducatif s'est principalement concentrée sur les familles riches.

Questionnements transversaux : des outils aux politiques

Quelques questions de méthode

Quelle unité d'analyse et quel horizon temporel ?

La perspective dynamique permet d'analyser des trajectoires individuelles, mais ce suivi des individus dans le temps impose une prise en compte de l'évolution du contexte, et en particulier des changements au sein des ménages. Il en résulte un choix difficile entre l'individu ou le ménage comme unité d'observation. Cet arbitrage a été au cœur d'un important débat en sociologie pour l'analyse de la mobilité inter-générationnelle, autour de la question de la légitimité de l'utilisation de la profession du chef de ménage comme indicateur du statut social du ménage. Cet indicateur dérivé du modèle d'homme gagne-pain a été contesté, notamment par des travaux féministes qui ont privilégié la mesure individuelle comme indicateur de la position sociale (Diprete, 2003).

Sur ce choix, la littérature étrangère se distingue des études que nous connaissons en France. Le suivi des ménages qui est privilégié par les principales études françaises (à l'exception de Berger *et al.*, 2004) impose une restriction aux ménages « stables » dans le temps, qui ne vivent ni rupture ni mise en couple dans la période d'observation (Zoyem, 2002), ce qui exclut une partie non négligeable des échantillons et ne permet pas d'analyser le rôle des événements familiaux sur les trajectoires individuelles. Les travaux anglo-saxons font le choix du suivi des individus auxquels est imputé le revenu du ménage dans lequel ils vivent au moment de l'enquête (Berthoud *et al.*, 2004). Ce choix correspond à la manière dont est construit l'échantillon par les panels de ménages dans ces pays (suivi des individus et des nouveaux membres de leurs ménages en cas de changement), et qui a inspiré de nombreux panels dans d'autres pays (tableau en annexe). Par contre, la prise en compte des revenus des autres membres du ménage s'avère souvent plus complexe voire impossible lorsque l'on travaille sur des données administratives. Au Royaume-Uni, la question de l'unité d'analyse se pose aujourd'hui dans des termes différents : il s'agit plutôt de choisir entre le suivi de tous les individus, des adultes ou des enfants seulement (Jenkins, 2007).

L'horizon temporel de la période étudiée oriente l'observation des phénomènes de pauvreté et d'exclusion et préfigure la compréhension que l'on peut avoir des trajectoires (Bruniaux, Galtier, 2003). Mais ce choix est bien souvent contraint par l'absence de données d'enquêtes longitudinales disponibles avant le début des années 1990 dans de nombreux pays européens (Leisering, Leibfried, 1999), voire plus tard en France. Cela appelle à se tourner vers des sources administratives pour avoir des données sur un nombre d'années suffisant. Ce type de données présente égale-

ment l'avantage de permettre l'étude de fluctuations infra annuelles de revenus qui peuvent apporter des enseignements différents et importants, notamment parce que les prestations sociales se basent sur des périodes de revenus assez courtes (Valletta, 2006). En effet, les grands panels nationaux utilisent toujours le revenu annuel, celui-ci pouvant être au mieux complété par des questions rétrospectives.

Erreurs de mesure et interprétation des résultats

Les erreurs de mesure et les risques de mésinterprétation qu'elles induisent sont abondamment discutés par la littérature : Lollivier et Verger (2005) y consacrent une partie de leur article, Corak (2006) discute amplement des problèmes méthodologiques pour la mesure de la mobilité intergénérationnelle, Bruniaux et Galtier (2003) reprennent les principales limites des méthodes utilisées pour l'interprétation des résultats. Les données et les choix méthodologiques expliquent assez largement les importants écarts dans les résultats des différents travaux (Corak, 2006). Des techniques de plus en plus sophistiquées se sont développées notamment pour réduire au maximum les effets des fluctuations temporaires de revenus et les incohérences (Jenkins, Micklewright, 2007 ; Layte, Whelan, 2003 ; Jenkins, 2007). Une des pistes intéressantes est la construction de mesures de vulnérabilité appliquées à l'étude dynamique (mesures du risque de tomber en dessous d'un seuil critique de ressources, exposition à des privations matérielles et des variations brusques de niveau de vie, expériences subjectives de stress économique...), qui permettent de s'affranchir de certains inconvénients systématiques de l'utilisation du seuil de pauvreté monétaire (Whelan, Maître, 2007).

Les problèmes de mesure : effets de seuil et indicateurs de pauvreté

L'instabilité que subit la mesure de la pauvreté à partir des revenus annuels n'est pas simplement due à des erreurs de mesure. L'analyse longitudinale présente un avantage par rapport aux taux de pauvreté mesurés en coupe transversale pour identifier la sévérité, l'ampleur et l'évolution des flux observés autour du seuil de pauvreté. Le problème des effets de seuil est relativement moins traité par les études dynamiques, puisque les seuils jouent sur les taux mais peu sur les tendances. En changeant les seuils, et en passant par exemple d'un seuil à 50% du revenu médian à un seuil à 60%, l'ordre de grandeur varie certes, mais les résultats restent valables (Smith, Middleton, 2007 ; Zoyem, 2002). L'analyse longitudinale est donc moins sensible à ces conventions de mesure que les études instantanées (Lollivier, Verger, 2005 ; Maurin, Chambaz, 1996). Il n'en demeure pas moins que ces seuils sont arbitraires, et que d'autres techniques sont utilisées pour lutter contre ces effets de seuil. Lors de l'analyse des entrées et sorties de la pauvreté, un approfondissement de la mesure par une étude de la sévérité des expériences de pauvreté, comme le proposent Smith et Middleton (2007), permet d'associer ces transitions à de réels changements dans le bien-être des personnes. La sévérité de la pauvreté peut également être appréhendée par un accroissement du nombre de seuils, afin de distinguer les groupes « très pauvres », des « moyennement pauvres » et des « moins pauvres » (Zoyem, 2002). À plus long terme, la classification distinguant différents types de pau-

veté (transitoire, récurrente, persistante) est devenue incontournable (Smith, Middleton, 2007). L'étude de la persistance de la pauvreté sur de longues années a recours à d'autres types de techniques stabilisatrices, comme ne garder que les transitions qui impliquent un changement de revenus très important, ou utiliser une mesure de la pauvreté reposant sur le revenu permanent des ménages (en partant de l'idée que les ménages lissent leur consommation sur plusieurs années, Valletta, 2006).

Si elle surmonte certains inconvénients en étant moins sensible aux erreurs relatives à la période d'observation, la mesure longitudinale de la pauvreté pose autant de questions méthodologiques sur le choix des indicateurs et les différentes informations qu'ils apportent. L'évolution des approches depuis les années 1970, et l'intégration d'aspects non monétaires et plus multidimensionnels, s'est traduite dans les travaux dynamiques par un effort de construction de nouveaux indicateurs (Jenkins, Micklewright, 2007 ; Lippman, 2007). Dans leur discussion autour des indicateurs longitudinaux, Moore et Sharon (2007) indiquent que l'analyse longitudinale soulève des interrogations particulières pour certaines mesures subjectives qui reposent sur des réponses déclaratives extrêmement contextualisées. Cependant, la variété thématique des panels permet de créer de nombreux indicateurs de pauvreté d'existence. De nombreux travaux insistent sur l'avancée significative que représentent ces indicateurs dans la connaissance des phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale (Lollivier, Verger, 2005 ; Smith, Middleton, 2007...).

Les enjeux du choix des indicateurs dans l'analyse dynamique peuvent être illustrés par deux exemples de débats actuels. Le premier porte sur l'utilisation en longitudinal d'un indicateur synthétique (Bruniaux, Galtier, 2003 ; Lollivier, Verger, 2005...). Si un agrégat d'indicateurs présente certains avantages pratiques (Cerc, 2002), la perte d'informations qu'il implique, notamment pour la connaissance des aspects dynamiques de la pauvreté, explique le scepticisme de certains auteurs (Lollivier, Verger, 2005). Le deuxième débat concerne la pertinence de l'utilisation de la profession comme indicateur du statut social, et par extension de la mobilité professionnelle comme indicateur de la mobilité des niveaux de vie. Dans son analyse comparative sur l'Allemagne, la Suède et les États-Unis, Diprete (2003) la remet en question, en montrant que d'une part la mobilité mesurée par la profession ne traduit pas toujours bien la mobilité du niveau de vie, et d'autre part que la mobilité professionnelle ne représente qu'un élément de la mobilité des niveaux de vie. Il appelle à prendre acte des facteurs historiques et institutionnels qui ont affaibli le lien entre le statut du principal soutien de la famille et le niveau de vie du ménage.

Choix des variables et explication des trajectoires

L'appréhension et l'explication des trajectoires sont tributaires des variables choisies et disponibles. De nombreux travaux appellent donc à compléter l'analyse quantitative des dynamiques de pauvreté d'une étude qualitative, afin de savoir si les facteurs et les effets de la pauvreté sont bien identifiés (Smith, Middleton, 2007). La réflexion pluridisciplinaire s'avère très utile pour la réflexion en aval pour reconstruire et comprendre les trajectoires malgré des données insuffisantes (Baulch, Hoddinott, 2000), ainsi qu'en amont pour améliorer la qualité des données et notam-

ment enrichir les enquêtes de nouvelles variables. Dans les pays anglo-saxons, le principal apport de cette réflexion a été l'enrichissement des enquêtes de nouvelles questions permettant d'étudier le développement des très jeunes enfants (Bruniaux, Galtier, 2003). Une série d'indicateurs longitudinaux pour la mesure du contexte social des familles est proposée par Moore et Sharon (2007), et contribue à cette réflexion sur l'optimisation des variables existantes et l'enrichissement des questionnaires par de nouvelles questions ou de nouveaux modules.

Les regrets sur le manque de données concernent principalement: le besoin d'éléments plus fins sur la vie sociale des individus permettant de construire en matière de privations des indicateurs de meilleure qualité (Ruspini, 2002); et la meilleure connaissance des changements familiaux, en particulier pour comprendre les phénomènes de transmission intergénérationnelle. Il s'agit notamment d'améliorer l'utilisation de questions rétrospectives, pour pouvoir déterminer d'une part les événements critiques qui ont pu affecter le ménage dans le passé (Ruspini, 2002), et d'autre part tenir compte de l'effet mémoire pour améliorer la fiabilité des réponses portant sur les revenus (Marlier *et al.* 2007). Les études portant spécifiquement sur le genre insistent sur le besoin de variables permettant d'étudier les processus d'acquisition et de dépenses des revenus au sein du ménage (Ruspini, 2002).

Les problèmes techniques des panels : représentativité, attrition, censure, coût

Le problème de la représentativité des panels est particulièrement pénalisant pour l'étude des phénomènes de pauvreté, puisque les grandes enquêtes nationales ont tendance à sous-représenter les populations sur le haut et le bas de la distribution. Même lorsqu'elles entrent dans l'échantillon, les populations les plus vulnérables sont plus difficiles d'accès, et ont des taux de non-réponse plus élevés que les autres (Marlier *et al.*, 2007). C'est en particulier le cas pour les personnes vivant en institution, les migrants et minorités ethniques, les sans-abri, les personnes ayant des handicaps... Ces enquêtes peuvent être complétées par des enquêtes de panel spécifiques, comme il en existe par exemple en Allemagne. D'ailleurs il est intéressant de noter qu'outre-Rhin le problème a longtemps été l'inverse, puisque les enquêtes longitudinales s'y sont concentrées sur des groupes significatifs mais non représentatifs de la pauvreté dans son ensemble (SDF, bénéficiaires de minima, chômeurs...) [Alcock, 2004; Leisering, Leibfried, 1999]. Une autre option souvent choisie par les grands panels est de surreprésenter certaines catégories (immigrés, pauvres, habitants de certains quartiers) à l'échantillon annuel pour améliorer l'image de la diversité des situations critiques. Dans son rapport sur les données concernant les sans-abri en Europe, Brousse (2004) préconise, plutôt qu'une collecte longitudinale – difficilement réalisable en raison des difficultés d'accès aux populations en marge –, l'utilisation de questionnaires ou de modules rétrospectifs dans les panels de ménages (comme par exemple le *Scottish Household Survey* qui comporte depuis 2003 un module de questions rétrospectives pour les personnes ayant été SDF). Ses recommandations concernent cependant en premier lieu la création de nouvelles enquêtes spécifiques auprès des utilisateurs de services d'aide (centres d'hébergement, soupe populaire...) et l'amélioration de la comparabilité internatio-

nale des données. Un autre problème récurrent de représentativité provient des changements d'états de la nature de la population de l'échantillon initial : typiquement, la proportion d'immigrés dans l'échantillon ne correspond plus à celle de l'ensemble de la population au bout d'une longue période (Gershuny, 2002). Pour remédier à ce problème, des réajustements réguliers sont effectués par certaines enquêtes visant à préserver une représentativité transversale.

Ces biais liés à l'entrée des individus dans le panel s'ajoutent à ceux de l'attrition¹⁷ au niveau des sorties d'enquêtés entre les vagues d'observation. Ce phénomène est également pénalisant pour l'étude de la pauvreté, puisque l'on sait qu'il est sélectif en fonction du niveau de vie, de l'âge, de la mobilité résidentielle, etc. (Zoyem, 2002 ; Alcock, 2004), même si des tentatives de correction de ces biais existent. L'attrition et les taux de non-réponse obligent cependant à tenter de créer des questionnaires suffisamment « plaisants » pour stimuler une participation durable (Gershuny, 2002).

Si les moyens techniques se développent également pour limiter les biais liés à la censure à droite et à gauche (McKernan, Ratcliffe, 2005) – problèmes qui se posent surtout pour les études de court et moyen termes (Fouarge, Layte, 2005 ; Noble *et al.*, 1998) –, le rallongement de la période d'observation montre que le biais est important et que des suivis sur longue période restent le meilleur outil de mesure de la persistance (Noble *et al.*, 1998). Concrètement, cela demande bien sûr de pouvoir assurer la soutenabilité de ces enquêtes dont le coût est généralement élevé en raison de la complexité du travail, de la durée d'engagement, du besoin d'un investissement important et de long terme d'une équipe, de la difficulté à trouver des financements entre deux vagues, etc. (Canberra Group, 2001, Gershuny, 2002).

Enrichir les panels : l'articulation des sources qualitatives et quantitatives et l'utilisation des fichiers administratifs

La littérature dynamique insiste fréquemment sur l'importance de compléter l'analyse statistique de données plus qualitatives, et en particulier d'entretiens biographiques permettant de mieux cerner l'articulation des événements dans les trajectoires des individus et leurs relations de causalité (quels événements sont à l'origine d'épisodes de pauvreté, comment ont-ils été perçus par les individus, quelles sont leurs réactions et leurs « stratégies » pour surmonter les chocs, quel est le rôle de l'expérience, de la motivation et de l'attitude des individus, que peut-on dire des phénomènes de résilience, des effets de la persistance de la pauvreté sur l'affaiblissement des personnes...) [Leisering, Leibfried, 1999 ; Smith, Middleton, 2007 ; Alcock, 2004]. Des données qualitatives longitudinales permettraient en outre d'évaluer l'adéquation des variables utilisées dans les enquêtes, le principal défi restant l'amélioration de la qualité des panels existants. Cependant, les données de panel ne sont pas une condition *sine qua non* à la recherche sur les dynamiques de pauvreté pour Corak (2004), qui insiste sur les avancées des méthodes empiriques et le potentiel sous-exploité des questions rétrospectives.

17. Disparition de personnes du panel d'enquête au cours des années.

L'utilisation de données administratives est également à développer, car elles permettent d'avoir accès à une population plus large, à données de revenu plus fiables, et que leur mobilisation est peu coûteuse. Leur utilisation, qui pose des questions de protection des libertés, et de confiance et d'acceptation par l'opinion publique, dépend fortement des traditions juridiques et culturelles des différents pays. Par exemple, en Allemagne, la population est très opposée aux fichiers en général, alors que leur existence et leur confrontation sont très bien acceptées dans les pays scandinaves où les instituts statistiques bénéficient d'un haut degré de confiance de la part des citoyens. En Grande-Bretagne, l'Institut national de la statistique a la responsabilité de la gestion des sources et de la protection des données, mais en échange la population attend de l'État un service parfait (Verdier, 2004). L'accès aux fichiers de demandeurs de prestations sociales y est relativement récent (Alcock, 2004, données exploitées notamment par Noble *et al.*, 1998). Le PSID travaille de son côté depuis les années 1990 à son articulation avec des données administratives : on a notamment demandé en 1990 aux personnes déclarant bénéficier de *Medicare* si elles autorisaient l'accès à leurs fichiers administratifs pour la période 1984-1990. Les informations contenues dans ceux-ci venaient alors compléter les données d'enquêtes dans un module spécial protégé par des mesures de confidentialité plus strictes (PSID Online). Le PSID peut également être articulé avec le recensement américain *US Census* pour avoir des données sur la zone d'habitation des enquêtés (Iceland, 1997). Mais c'est principalement le Canada qui tient lieu d'exemple en la matière, avec l'utilisation de la base de données administratives longitudinales (BDAL) et le SLID dont les données sont articulées à des données fiscales (tableau en annexe ; Canberra Group, 2001 ; Poirier, Le Bourdais, 2006). Les considérations pragmatiques de coût et de méthode conduisent donc à situer les données longitudinales dans une palette plus vaste des possibilités de l'analyse dynamique : elles peuvent être notamment enrichies par des données administratives, et complétées par des données qualitatives.

Quel cadre théorique pour l'analyse des transitions de pauvreté ?

Analyse longitudinale et développements théoriques : une mise en perspective

Les recherches longitudinales sur la pauvreté se sont donc largement développées sur une base empirique et inductive, et ont été portées par la dynamique même des instruments et des points de vue qu'elles rendaient possibles. Elles ont pu trouver dans les diverses théories existantes de la pauvreté et de l'exclusion, économiques et sociologiques, des points d'appui pour orienter leurs questionnements. En retour, leurs apports ont été l'occasion d'affiner ces théories. Toutefois, longtemps ce dialogue s'est fait sur des bases qui sont restées séparées. Le débat théorique sur la pauvreté a longtemps opposé deux points de vue insistant l'un comme l'autre sur la faible responsabilité des pauvres à l'égard de leur situation. D'un côté, les conceptions « résiduelles » de la pauvreté, développées à l'aube du *xx^e* siècle par des auteurs tels qu'Alfred Marshall, insistaient sur la nécessité d'une prise en charge autoritaire et pédagogique des pauvres de manière à stimuler leur prise d'initiative. En consé-

quence, la perspective tracée se dédouble, une partie des pauvres devant rejoindre les classes moyennes, et l'autre devant bénéficier d'une assistance durable. De l'autre côté, c'est en termes de *Lumpenproletariat* que les auteurs critiques du capitalisme analysaient le destin des personnes pauvres, enrôlées dans l'«armée de réserve du capitalisme». Ces groupes sont alors considérés comme dangereux car peu capables de solidarité active avec la classe ouvrière (Gazier, 1981 et 1996).

Ces deux points de vue ont été largement transformés à partir de la seconde moitié du xx^e siècle, avec l'apparition, en économie, de préoccupations nouvelles : apprentissage, information imparfaite, coordination, anticipations et comportements stratégiques, institutions... Des deux côtés, le débat théorique a évolué et s'est rapproché d'une perspective dynamique et donc potentiellement d'observations et d'interprétations longitudinales. C'est la question des choix intertemporels qui est passée au premier plan. Elle a permis à la tradition néoclassique d'introduire l'idée d'optimisation intertemporelle, avec des conséquences contrastées. D'une part, un champ immense d'activités humaines longtemps tenues pour extra-économiques ont pu être intégrées à des représentations théoriques : l'économie de l'éducation (et de l'accumulation de capital humain), mais aussi du mariage, de la fécondité, et désormais de l'addiction, etc. L'auteur clé est ici Gary Becker. Cette extension a conduit à poser en termes nouveaux la question de la pauvreté, les pauvres étant moins irresponsables qu'on avait pu le penser. Dès la fin des années 1950, Milton Friedman avait posé l'hypothèse du «revenu permanent» pour les ménages, qui équivaut à un lissage des fluctuations de revenus, restaurant une perspective de choix optimisateurs microéconomiques de long terme. Cette hypothèse, dont on a vu la présence dans certains travaux longitudinaux plus récents, revient à dire que les agents individuels sont relativement clairvoyants dans le long terme et savent quelles décisions prendre. L'intertemporel est en quelque sorte à la fois présent et neutralisé. Alors la responsabilité des pauvres devient une voie d'analyse, certains d'entre eux faisant des calculs rationnels minimisant leurs efforts productifs et devant donc être dissuadés de poursuivre dans ce choix. Toutefois, la taille de ce groupe reste controversée, d'autres auteurs insistant sur l'imperfection de certains marchés (tels que la formation professionnelle) et sur l'extrême difficulté pour les pauvres de sortir des contraintes de court terme qui les empêchent d'optimiser quoi que ce soit, notamment sur le long terme. Le point de consensus porte alors sur les enfants, clairement irresponsables, et nécessitant des interventions vigoureuses afin d'être engagés tôt dans la bonne direction.

Symétriquement, mais avec moins de controverses, les courants critiques ont pu développer une ample réflexion sur les conditions préalables aux choix intertemporels, avec comme auteur clé Amartya Sen et ses développements en termes de «capabilités». Dès lors, l'étude des trajectoires des pauvres rejoint les travaux de la sociologie de la domination, introduisant par exemple les déficits de capital scolaire et symbolique dans des champs polarisés, et insistant aussi sur les processus d'intériorisation qui conduisent les pauvres à se satisfaire de leur position. Toutefois, la question de la dynamique de telles configurations reste posée au-delà de l'horizon de la «reproduction», et on peut se demander si au «revenu permanent» ne cor-

respond pas une « polarisation permanente » dont on cernerait mal les évolutions. C'est qu'en fait la dimension dynamique commence à peine à être intégrée durant les années 1960 à 1980, tant en ce qui concerne les choix individuels que les trajectoires des groupes.

Depuis les années 1990, les théories deviennent progressivement plus perméables à une thématique liant les choix intertemporels et les trajectoires de pauvreté ou d'enrichissement. D'un côté, toute une série de travaux s'intéressent au « cycle de vie », mixant l'économie et la sociologie (cf. *infra* et Anxo et Erhel, 2006). De l'autre, c'est à partir d'une conception dynamique du marché du travail qu'une série d'auteurs ont développé les « marchés transitionnels du travail » (Schmid, Gazier, 2002). La préoccupation initiale était celle des chômeurs de longue durée, enfermés dans des itinéraires de paupérisation, et justifiant des politiques innovantes cherchant à organiser des « passerelles » vers l'emploi durable. Cette origine lie donc étroitement le projet même des « marchés transitionnels » et la compréhension des trajectoires de pauvreté dans leur lien au marché du travail. Plus généralement, la perspective des « transitions » consiste à se focaliser sur toute étape de la carrière professionnelle et personnelle, et en particulier à repérer les « transitions critiques » à l'occasion desquelles une personne peut basculer dans la pauvreté, et éventuellement sa famille avec elle. La théorie des « marchés transitionnels » n'est toutefois pas un ensemble intégré, et récemment des fondements micro-économiques ont été proposés par Günther Schmid (Schmid, 2006), en termes de *social risk management*. L'auteur insiste sur l'asymétrie de perception des risques par les individus, et notamment les plus vulnérables d'entre eux : ils ont tendance à sous-estimer la menace des « gros » risques et à surestimer les dangers que font courir les « petits » risques. Ces distorsions, typiques des apports théoriques récents, sont centrales en matière de choix intertemporels tels que le choix d'une filière professionnelle, d'une localisation résidentielle ou de la formation d'une famille. Elles justifient selon Günther Schmid l'organisation systématique et négociée de mobilités protégées.

Recherche d'un nouveau cadre conceptuel pour l'analyse de la pauvreté dans une perspective de cycle de vie

Le développement des études dynamiques sur données longitudinales a donné la possibilité d'étudier le lien entre pauvreté et cycle de vie de façon empirique. L'origine de ces questionnements remonte toutefois déjà aux travaux de Benjamin Seebohn Rowntree (1901), et son approche des besoins et des ressources sur le cycle de vie (*Family-Cycle Approach*), développée depuis 1901. Ces théories ont depuis été explorées par de nombreux travaux qui ont confirmé la validité de ce cadre d'analyse, même si la pertinence de ce cycle pour traduire la réalité des trajectoires des ménages s'est affaiblie avec le temps. La plupart de ces travaux se basaient sur des données statiques (âge, revenu...) et montraient l'évolution des besoins et des ressources sur le cycle de vie. Plus récemment, des études de ce type se sont intéressées à l'impact des politiques sociales sur la pauvreté en fonction du cycle de vie, ou encore aux différences nationales selon les régimes d'État-providence (Alcock, 2004 ; Dewilde, 2003).

Cette approche a depuis été critiquée pour son aspect trop normatif et non évolutif. Elle a en effet été développée dans le cadre historique assez exceptionnel d'âge d'or de la famille nucléaire stable. Aujourd'hui, les différentes phases du cycle de vie peuvent se reproduire plusieurs fois dans la vie d'un individu, et les familles « atypiques » se multiplient. En plus de ce biais culturel, d'autres critiques mettent en avant le fait que ces approches donnent trop d'attention aux phases du début du cycle de vie, et ne prennent en considération que les facteurs familiaux dans les entrées et sorties de la pauvreté. Les réserves méthodologiques portent quant à elles principalement sur l'absence de critères unifiés permettant de caractériser les phases du cycle et de comparer différentes typologies, et sur un recours trop systématique à des données statiques (Dewilde, 2003).

Le recours à l'analyse longitudinale qui a commencé à se développer par la suite a permis d'apporter des réponses à la plupart de ces problèmes. Mais ces études se sont largement centrées sur les aspects quantitatifs. Pour Leisering et Leibfried (1999), « *the panel studies express a dynamic approach, but fall short of a full life-course approach* ». Certains travaux récents ont relevé les insuffisances des études dynamiques, et ont mis l'accent sur la nécessité de développer un nouveau cadre conceptuel pour l'étude de la pauvreté tout au long de la vie. La perspective de *Life course* est apparue comme une alternative intéressante à l'approche par le *Family cycle* ou *Life cycle*, afin de pouvoir combiner les éléments de cycle de vie et l'analyse dynamique de façon plus flexible et plus complexe. Dewilde (2003) distingue trois types d'approches de *Life course*. La première approche, dite « traditionnelle », combine des éléments de différentes disciplines des sciences sociales. Son principal auteur, Glen H. Elder (1978, cité in Dewilde, 2003), s'est inspiré de l'approche sociologique de l'école de Chicago, et a conceptualisé les mécanismes avec lesquels les changements sociaux et les événements historiques influencent le cycle de vie des individus et des familles. La famille est analysée comme une « *household economy* » centrale à ces mécanismes, dont il s'agit de comprendre les stratégies propres. La deuxième peut être qualifiée d'approche « institutionnelle », puisqu'elle s'intéresse principalement à l'impact des institutions sociales, en particulier de l'État-providence, sur le cycle de vie des individus. Cette perspective s'est développée surtout en Allemagne et fait référence à des auteurs comme Ulrich Beck, en mettant au cœur de l'analyse le concept d'individualisation. Pour Leisering et Leibfried (1999), l'enjeu principal est de : mêler les aspects « dynamique » et « *welfare* », analyser la pauvreté à la fois dans son cadre institutionnel et dans celui des biographies individuelles, combiner les sources quantitatives et les entretiens qualitatifs, et s'inspirer à la fois de l'expertise américaine en traitement de données longitudinales et de la tradition européenne de prise en compte du rôle des institutions sur les parcours individuels. Enfin, l'approche la plus récente d'« économie politique » combine ces différentes approches, et inspire à la fois des travaux comparatifs (stratification *du* cycle de vie) et l'approfondissement de l'analyse longitudinale (stratification *sur* le cycle de vie) [cf. distinction d'O'Rand, 1996, cité in Dewilde]. Selon Caroline Dewilde, ces trois approches offrent des perspectives de développement théoriques pour l'analyse longitudinale des dynamiques de pauvreté sur le cycle de

vie, et les hypothèses qu'elles développent pourront être testées empiriquement à partir de panels de ménages.

Analyses longitudinales et politiques de lutte contre la pauvreté

Les exemples britanniques et américains

Si le développement des études longitudinales contribue à la formulation de préconisations politiques plus précises et différenciées en fonction des profils et des types de pauvreté, il a eu des conséquences très concrètes sur les politiques de lutte contre la pauvreté menées au Royaume-Uni et aux États-Unis depuis les années 1980. L'impact des résultats de la recherche académique dynamique sur les politiques menées a été notamment étudié par Alcock (2004). Il montre comment les résultats des études longitudinales dans les années 1980 et 1990, qui mettaient en avant les facteurs d'« *agency* » dans les mouvements d'entrée et de sortie de la pauvreté, ont porté sur les débats qui opposaient les tenants de l'idée d'une culture de la dépendance et les autres (et en particulier entre l'anti-*welfare* Murray, à la philosophie proche de celle affichée par les gouvernements de Reagan et de Thatcher, et le plus mesuré Ellwood). Cela a directement encouragé des politiques dures visant à responsabiliser les bénéficiaires de prestations sociales, à accroître les incitations au retour à l'emploi, à « activer les dépenses sociales », etc., alors que les politiques visant à jouer sur les effets de « *structure* », si elles n'ont pas disparu (politiques de redistribution reconnues comme nécessaires...), n'ont pas créé de nouvelles opportunités pour les pauvres.

Aux États-Unis, l'effort de recherche s'est surtout focalisé sur l'évaluation de la réforme du *Welfare* de 1996-1997, et la perspective longitudinale a conduit à divers programmes de retour à l'emploi des bénéficiaires d'aide sociale (surtout les mères seules), ainsi qu'à des durées limitées de versements d'allocations (Jenkins, Micklewright, 2007). On perçoit donc bien que les approches par l'*agency* et les « trappes » sont restées extrêmement influentes, en dépit du développement de travaux leur accordant moins de fondements empiriques. Les politiques ont toutefois été moins radicales au Royaume-Uni qu'aux États-Unis, ce qu'Alcock explique notamment par le fait que les travaux britanniques montraient que les risques n'étaient pas distribués de façon aléatoire entre les individus, et que les facteurs structurels jouaient un rôle non négligeable sur les risques de pauvreté, alors que les travaux américains insistaient quant à eux plus systématiquement sur les arbitrages individuels.

Enfin, l'avancée de la recherche dynamique dans ces deux pays, et en particulier dans le domaine de la pauvreté des enfants, a mis en évidence le problème de la transmission intergénérationnelle. Cette recherche a invité les politiques publiques à chercher des moyens de lutter contre la reproduction de la pauvreté, d'autant plus que les études n'ont pas observé d'amélioration à ce niveau, même en phase de reprise économique (Bruniaux, Galtier, 2003). Elle a également fait mûrir les politiques de *New Deal* pour les chômeurs et les parents isolés (Jenkins, Micklewright, 2007).

Des méthodes d'analyse aux recommandations politiques

L'amélioration de la connaissance dynamique des phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale présente donc des implications majeures sur la conception des politiques de lutte contre la pauvreté. Ce point est discuté clairement et abondamment par les chercheurs britanniques notamment (Smith, Middleton, 2007 ; Berthoud *et al.*, 2004 ; Noble *et al.*, 1998). L'utilisation systématique des classifications (pauvreté transitoire, récurrente, persistante) a permis de sortir d'une vision uniformisante d'une pauvreté stable : l'importance de l'incidence de la pauvreté a montré que les gouvernements avaient sous-estimé l'ampleur de la pauvreté ; le poids du phénomène de récurrence met l'accent sur le problème des sorties de la pauvreté qui ne sont pas assez durables ; la sévérité (mesurée notamment par les travaux dynamiques sur les privations) et la longueur des phases de pauvreté persistante appellent à faire de la lutte contre la pauvreté persistante une priorité et à effectuer un meilleur ciblage des mesures vers cette forme de pauvreté. De plus, alors que les politiques se concentrent souvent uniquement sur la question des sorties de pauvreté, l'approche dynamique permet d'évaluer la durabilité de ces sorties, et la « réelle » efficacité des mesures mises en place. Elle ne se concentre pas simplement sur des points de transition, mais bien sur les trajectoires dans le temps. Elle montre ainsi que certaines périodes de transition (chômage, *care*, maladie...) peuvent être des événements soudains d'entrée en pauvreté. Puisque l'on sait qu'avoir connu la pauvreté une fois accroît le risque de retomber dans la pauvreté, les politiques doivent accroître leurs efforts pour éviter la première chute dans la pauvreté. Il s'agit donc de protéger les personnes lors de ces transitions qui peuvent devenir critiques. Gérer les risques plus élevés de pauvreté chez certains groupes (personnes âgées, femmes, jeunes, minorités ethniques...) et à certains moments de la vie (entrée sur la vie active, naissances d'enfants, séparations...) nécessite une perspective en termes de cycle de vie. L'étude des facteurs de pauvreté montre que le facteur essentiel dans la sortie de la pauvreté et de protection contre la rechute est l'emploi. Cela confirme que c'est à travers l'emploi que l'on lutte contre la pauvreté. Mais l'importance de la pauvreté en emploi (*in work poverty*) montre que l'emploi n'est pas une garantie contre la pauvreté, et que sa qualité (stabilité, niveau de salaire...) doit faire partie intégrante des stratégies de protection des chutes dans la pauvreté. L'analyse longitudinale permet aussi de vérifier l'idée répandue de « dépendance à l'aide sociale », qui s'était nourrie de l'image figée d'un groupe de pauvres véhiculé par les taux de pauvreté statiques, et de mettre en avant l'absence d'éléments empiriques confirmant cette idée controversée (Bruniaux, Galtier, 2003 ; Noble *et al.*, 1998). L'analyse longitudinale récente de la pauvreté d'existence invite au contraire à offrir un revenu adéquat à ceux qui sont en pauvreté durable, puisque les personnes en pauvreté persistante souffrent encore plus de privations qu'on pouvait le penser, et par conséquent des sorties temporaires de la pauvreté ne peuvent suffire à les aider. Pour ce qui est des études sur le long terme, et en particulier sur la transmission intergénérationnelle, les préconisations en termes de stratégies politiques varient selon que l'approche est strictement centrée sur les individus et les caractéristiques familiales, ou des approches insistant sur les facteurs d'ordre structurel (Bruniaux, Galtier, 2003).

La littérature étrangère sur les données longitudinales a prouvé son intérêt dans l'approfondissement de la connaissance des phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale. Si les constats établis à l'étranger peuvent servir de point de départ à la réflexion, une certaine prudence s'impose puisque les résultats de ces études ne sont pas forcément généralisables. Il est donc important que l'analyse dynamique se développe en France, afin que soient prises en compte les particularités du contexte institutionnel qui influencent directement les trajectoires des individus (protection sociale, droit du travail, montant des transferts, infrastructures...). Cette approche est directement mobilisable et utile pour l'évaluation des politiques publiques, et surtout pour améliorer le ciblage des populations et en particulier la pauvreté persistante et la pauvreté des enfants, pour éprouver des moyens de sécurisation des trajectoires afin de protéger des phénomènes de rechute et de récurrence de la pauvreté, pour évaluer l'efficacité des politiques sur les différents profils et types de pauvreté, et pour reconnaître le rôle des différentes institutions (Smith, Middleton, 2007 ; Baulch, Hoddinott, 2000 ; Bruniaux, Galtier, 2003).

Les initiatives récentes en France dans ce domaine de recherche, qui enrichissent les outils et les techniques d'appréhension de l'étude des trajectoires de pauvreté, sont donc à encourager et à renforcer. Il s'agit plus concrètement d'enrichir les données longitudinales existantes en France, en assurant à l'avenir la stabilité et la continuité des enquêtes et des suivis de cohortes existants ou se mettant en place (SRCV et ELFE, cf. annexe), et en exploitant mieux le potentiel des données administratives. L'exploitation de l'EU-SILC peut encore être accrue malgré les inconvénients que présente ce panel pour l'étude de la pauvreté et qui ont été soulevés par Lollivier et Verger (2005) [insuffisance des items de privations, interruption en 2001, erreurs de déclarations de revenus...]. Cette enquête mériterait d'être davantage mobilisée en particulier pour des comparaisons internationales qui apportent des enseignements particulièrement riches sur le rôle des institutions, des traditions culturelles et des politiques publiques sur les dynamiques de pauvreté. Cela appelle également à un effort accru d'harmonisation des données permettant d'assurer une meilleure comparabilité internationale.

Enfin, les expériences étrangères ont montré l'intérêt de recourir à des approches pluridisciplinaires, à la fois pour améliorer la qualité des données longitudinales et leur potentiel d'exploitation (variété des domaines abordés, adaptation des variables aux méthodes d'analyse, qualité des réponses prospectives et rétrospectives obtenues, articulation des données qualitatives et quantitatives...) et, pour la réflexion méthodologique, l'interprétation des résultats et la formulation de recommandations. En effet, les données longitudinales apportent des informations extrêmement riches, mais qui ne sont pas évidentes à mobiliser (questions de coût, d'interprétation...). Le pragmatisme et la pluridisciplinarité invitent à mettre l'accent sur la complémentarité des différents outils d'analyse et sources, en prenant appui sur la lente interpénétration entre les pratiques statistiques et les développements théoriques sur le cycle de vie qui apporte des perspectives de développement conceptuelles et empiriques à cette analyse dynamique des trajectoires de pauvreté.

Bibliographie

- ALCOCK P., 2004, « The influence of dynamic perspectives on poverty analysis and anti-poverty policy in the UK », *Journal of Social Policy*, n° 33, issue 3, p. 395-416, Cambridge University Press.
- ANXO D., ERHEL C., 2006, « Irreversibility of time, reversibility of choices? The life-course foundations of the transitional labour market approach », *Cahiers de la MSE*, 2006.58.
- ATKINSON T., 2007, « Mobility and meritocracy », presentation for the workshop « Dynamic analysis using panel data. Applications to poverty and social exclusion », Collegio Carlo Alberto, Moncalieri (Torino), *Labor*, 25, June.
- BANE M.J., ELLWOOD D.T., 1986, « Slipping in and out of poverty: the dynamics of spells », *Journal of Human Resources*, vol. 21, issue 1.
- BANE M.J., ELLWOOD D.T., 1994, *Welfare Realities. From Rhetoric to Reform*, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- BAULCH B., HODDINOTT J. (eds), 2000, *Economic Mobility and Poverty Dynamics in Developing Countries*, Franck Cass Publishers, London. Portland. OR.
- BERGER F., BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B., 2004, « Dynamique de pauvreté, événements matrimoniaux et événements d'emploi en Europe. Y a-t-il une différence entre les hommes et les femmes ? », *Cahier PSELL*, n° 141, juillet.
- BERTHOUD R., BRYAN M., BARDASI E., 2004, « The relationship between income and material deprivation over time », *Department for Work and Pensions*, London, Research report, n° 219, November.
- BIEWEN M., 2003, « Who are the chronic poor? Evidence on the extent and the composition of chronic poverty in Germany », *IZA Discussion Paper*, n° 779, May.
- BIEWEN M., 2007, « Measuring state dependence in individual poverty histories with non-exogenous employment status and non-exogenous household composition », presentation for the workshop « Dynamic analysis using panel data. Applications to poverty and social exclusion », Collegio Carlo Alberto, Moncalieri (Torino), *Labor*, 25, June.
- BJÖRKLUND A. *et al.*, 2004, « Family structure and labor market success: the influence of siblings and birth order on the earnings of young adults in Norway, Finland, and Sweden », in Corak M. (ed.), 2004, *Generational Income Mobility in North America and Europe*, Cambridge: Cambridge University Press, p. 245-288.
- BLANDEN J., GIBBONS S., 2006, *The Persistence of Poverty Across Generations. A View from two British Cohorts*, Joseph Rowntree Foundation, The Policy Press, London School of Economics and Political Science.
- BLANDEN J. *et al.*, 2004, « Changes in intergenerational mobility in Britain », in Corak M. (ed.), 2004, *Generational Income Mobility in North America and Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 122-146.
- BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B., 2000, « Dans quelle mesure les événements d'emploi et les événements familiaux peuvent-ils expliquer les transitions individuelles de pauvreté? », in Bertrand H. *et al.* (dir.), *Trajectoires d'emploi et conditions d'existence des individus*, Céreq, Document n° 148, p. 45-49.
- BRADBURY B., JENKINS S.P., MICKLEWRIGHT J. (eds), 2001, *The Dynamics of Child Poverty in Industrialised Countries*, Cambridge, Cambridge University Press.

- BROUSSE C., CLÉMENCEAU A., DENNIS I. (coord.), 2004, *The Production of Data on Homelessness and Housing Deprivation in the European Union: Survey and Proposals*, European Commission Working Papers and Series, Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities.
- BRUNIAUX C., GALTIER B., 2003, « L'étude du devenir des enfants de familles défavorisées. L'apport des expériences américaine et britannique », *Les Papiers du Cerc*, n° 2003-01, juillet.
- CANBERRA GROUP, 2001, « Income dynamics », *Final Report and Recommendations*, chap. 6, The Canberra Group, Expert Group on Household Income Statistics, Ottawa.
- CANTÓ O., 2003, « Finding out the routes to escape poverty. The relevance of demographic vs labor market events in Spain », *Review of Income and Wealth*, vol. 49, issue 4.
- CARTER M.R., BARRETT C.B., 2006, « The economics of poverty traps and persistent poverty: an asset-based approach », *Journal of Development Studies*, vol. 42, n° 2, February.
- CERC, 2002, *Estimer l'évolution récente de la pauvreté*, Dossier, septembre.
- CHADWICK L., SOLON G., 2002, « Intergenerational income mobility among daughters », *The American Economic Review*, vol. 92, n° 1, mar. 02, p. 335-344.
- CORAK M. (ed.), 2004, *Generational Income Mobility in North America and Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CORAK M., 2006, « Do poor children become poor adults? Lessons from a cross country comparison of generational earnings mobility », *Discussion Paper*, n° 1993, IZA, Bonn.
- COUTROT L., 1993, « Développement des études de panel et optique longitudinale », *Lettre du Lasmas*, dossier panel, n° 11, avril.
- DEVICIENTI F., POGGI A., 2007, « Poverty and social exclusion. Two sides of the same coin or dynamically interrelated processes? », *Working Paper n° 62, Labor*, Centre for Employment Studies, November.
- DEWILDE C., 2003, « A life-course perspective on social exclusion and poverty », *British Journal of Sociology*, vol. 54, issue 1, March, p. 109-128.
- DIPRETE T.A., 2003, « Trajectoires de niveaux de vie et trajectoires de mobilité professionnelle: les écarts entre pays vont-ils dans le même sens? Une comparaison de l'Allemagne, de la Suède et des États-Unis », *Sociologie et Sociétés*, vol. 35, n° 1, p. 49-64.
- DUNCAN G.J., RODGERS W., 1991, « Has children's poverty become more persistent? », *American Sociological Review*, vol. 56, n° 4, August, p. 538-550.
- ELDER G.H., 1978, « Approaches to social change and the family », in Demos J., and Boocock S.S. (eds), « Turning points. Historical and sociological essays on the family », *American Journal of Sociology*, 84, Supplement, Chicago, The University of Chicago Press.
- FOUARGE D., LAYTE R., 2005, « Welfare regimes and poverty dynamics. The duration and recurrence of poverty spells in Europe », *Journal of Social Policy*, n° 34, issue 3, p. 407-426, Cambridge University Press.
- GALLIE D., PAUGAM S., JACOBS S., 2003, « Unemployment, poverty and social isolation. Is there a vicious circle of social exclusion? », *European Societies*, 5(1), p. 1-32.
- GAZIER B., 1981, *La Pauvreté unidimensionnelle. Essai sur la politique sociale aux États-Unis depuis 1964*, 295 p., Economica.
- GAZIER B., 1996, « Implicites et incomplètes: les théories économiques de l'exclusion », in Paugam S. (dir.), *L'Exclusion, l'état des savoirs*, La Découverte, p. 42-51.

- GARDINER K., MILLAR J., 2006, « Avoiding poverty over time. Low-paid workers, household, and welfare », *Casp Working Paper*, University of Bath, February.
- GERSHUNY J., 2002, « Editorial. Co-ordinating longitudinal survey data in the UK. Towards a national strategy », *Journal of the Royal Statistical Society, Series A (Statistics in Society)*, vol. 165, n° 1, p. 3-7.
- ICELAND J., 1997, « Urban labor markets and individual transitions out of poverty », *Demography*, 34 (3), p. 429-441.
- JENKINS S., 2007, « Approaches to modelling poverty dynamics », presentation for the workshop « Dynamic analysis using panel data. Applications to poverty and social exclusion », Collegio Carlo Alberto, Moncalieri (Torino), Labor, 25 June.
- JENKINS S.P., MICKLEWRIGHT J., 2007, « New directions in the analysis of inequality and poverty », *Inequality and Poverty Re-examined*, chap. 1, Oxford University Press, Oxford.
- JENKINS S.P., SIEDLER T., 2007, « The intergenerational transmission of poverty in industrialized countries », *Chronic Poverty Research Centre Working Paper*, n° 75, Iser.
- KAZEPOV Y., 1999, « At the edge of longitudinal analysis. Welfare institutions and social assistance dynamics », *Quality and Quantity*, n° 33, p. 305-322.
- LAYTE R., WHELAN C., 2003, « Moving in and out of poverty. The impact of welfare regimes on poverty dynamics in the EU », *European Societies*, June, vol. 5, issue 2, p. 167-191.
- LAZARSELD P., FISKE M., 1938, « The panel as a new tool for measuring public opinion », *Public Opinion Quarterly*, 2, 596-612.
- LEISERING L., LEIBFRIED S. (eds), 1999, *Time and Poverty in Western Welfare States. United Germany in Perspective*, Cambridge University Press (translation by Veit-Wilson J., and Leisering L., originally published in German as *Zeit und Armut: Lebensläufe im Sozialstaat*, 1995).
- LIPPMAN L., 2007, « Indicators and indices of child well-being. A brief American history », *Social Indicators Research*, aug 07, vol. 83, issue 1.
- LOLLIVIER S., VERGER D., 2005, « Trois apports des données longitudinales à l'analyse de la pauvreté », *Économie et Statistique*, Insee, n° 383-384-385.
- MARLIER E. et al., 2007, *The EU and Social Inclusion. Facing the Challenges*, The Policy Press, Great Britain.
- MAURIN E., CHAMBAZ C., 1996, « La persistance de la pauvreté et son évolution », *Économie et Prévision*, numéro spécial *Les politiques familiales*, n° 122, p. 133-152.
- MAYER S.E., 2002, *The Influence of Parental Income on Children's Outcomes*, Knowledge Management Group, Ministry of Social Development, Te Manatu Whakahiato Ora, Wellington.
- MAYER S. E., LOPOO L.M., 2004, « What do trends in the intergenerational economic mobility of sons and daughters in the United States mean? », in Corak M. (ed.), 2004, *Generational Income Mobility in North America and Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 90-121.
- MCKERNAN S-M., RATCLIFFE C., 2005, « Events that trigger poverty entries and exits », *Social Science Quarterly*, suppl. vol. 86, p. 1146-1169.
- MOORE K-A., SHARON V., 2007, « Longitudinal indicators of the social context of families: beyond the snapshot », *Social Indicators Research*, August, vol. 83, issue 1, p. 55-85.
- MUFFELS R., FOUARGE D., DEKKER R., 1999, « Longitudinal poverty and income inequality. A comparative panel study for the Netherlands, Germany and the UK », *Epag Working Paper n° 1*, Colchester, University of Essex.
- NOBLE M. et al., 1998, « Origins and destinations—Social security claimant dynamics », *Journal of Social Policy*, 27:3, 351-370.

- NORDHOLT E.S., 1996, «The analysis of poverty spells», *Bulletin de méthodologie sociologique*, n° 52, p. 15-35.
- O'RAND A.M., 1996, «The cumulative stratification of the life course», in Binstock R.H., George L.K. (eds), *Handbook of Aging and Social Sciences*, 4^e édition, San Diego, Academic Press.
- OREOPOULOS P., 2003, «The long run consequences of living in a poor neighborhood», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, issue 1 (November), p. 1533-75.
- PAUGAM S., 2005, *Les Formes élémentaires de la pauvreté*, PUF, Le Lien social, Paris.
- PAVETTI L.A., 1993, *The Dynamics of Welfare and Work. Exploring the Process by which Women Work their Way off Welfare*, JFK School of Government Harvard University, Cambridge, MA.
- POGGI A., RAMOS X., 2007, «Empirical modelling of deprivation contagion among social exclusion dimensions (using MCMC methods)», *Working Paper n° 59, Labor*, Centre for Employment Studies, February.
- POIRIER J., LE BOURDAIS C., 2006, «L'accès aux données de recherche au Canada : acquis et défis», communication à la chaire Quetelet 2006, *Les Systèmes d'information en démographie et en sciences sociales. Nouvelles questions, nouveaux outils?*, 29 novembre-1^{er} décembre, Louvain-La-Neuve, Belgique.
- RAY J.-C. *et al.*, 1991, «Aux franges du RMI», rapport de recherche pour le compte de la Caisse nationale des allocations familiales, ADEPS, Université Nancy 2, novembre.
- ROEMER J.E., 2004, «Equal opportunity and intergenerational mobility. Going beyond intergenerational income transition matrices», in Corak M. (ed.), 2004, *Generational Income Mobility in North America and Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 48-57.
- ROWNTREE B.S., 1901, *Poverty. A Study of Town Life*, Thomas, Nelson and Sons (rééd. 2000, Policy Press).
- RUSPINI E., 2002, «Longitudinal data analysis : a panacea ? Investigating the contribution of dynamic research to the study of women's poverty», contribution to the seminar *Gender and the Lifecourse. Different Methodological Approaches*, University of Manchester, 11 January.
- SAWHILL I.V., 1988, «Poverty in the US. Why is it so persistent?», *Journal of Economic Literature*, vol. 26, n° 3, September, p. 1073-1119.
- SCHELZIG K., 2001, «Escaping poverty. Behind the numbers», *Public Administration and Development*, august, vol. 21, issue 3.
- SCHMID G., GAZIER B. (eds), 2002, *The Dynamics of Full Employment. Social Integration by Transitional Labour Markets*, Cheltenham, Edward Elgar.
- SCHMID G., 2006, «Social risk management through transitional labour markets», *Socio Economic Review*, (1), p. 1-33.
- SMITH N., MIDDLETON S., 2007, «A review of poverty dynamics research in the UK», Report, Joseph Rowntree Foundation.
- SOLON G., 1999, «Intergenerational mobility in the labor market», in Ashenfelter O.C. and Card D. (eds), *Handbook of Labor Economics*, vol. 3A, Amsterdam.
- SOLON G., 2002, «Cross-country differences in intergenerational earnings mobility», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 16, n° 3, summer 2002, p. 59-66.
- STEVENS A.H., 1999, «Climbing out of poverty, falling back in. Measuring the persistence of poverty over multiple spells», *Journal of Human Resources*, 34, p. 557-588.
- VALLETTA R.G., 2006, «The ins and outs of poverty in advanced economies. Government policy and poverty dynamics in Canada, Germany, Great Britain, and the United States», *Review of*

Income and Wealth, Series 52, n° 2, June.

VERDIER P., 2004, « L'utilisation statistique des sources administratives. Séminaire international de Poiana-Brasov (Roumanie), 24 au 24 juin 2002 », *Stateco* n° 98, Dial.

WHEATON B., 2003, « Quand les méthodes font toute la différence », *Sociologie et sociétés*, vol. 35, n° 1.

WHELAN C.T., MAÏTRE C., 2005, « Comparing poverty and deprivation dynamics : issues of reliability and validity », *Epag Working Paper*, n° 2005-53.

WHELAN C.T., MAÏTRE B., 2007, « The dynamics of economic vulnerability. A comparative European analysis », working paper, *Economic and Social Research Institute*, Dublin, presented at the workshop « Dynamic analysis using panel data. Applications to poverty and social exclusion », Collegio Carlo Alberto, Moncalieri (Torino), 25 June.

ZOYEM J.-P., 2002, « La dynamique des bas revenus. Une analyse des entrées-sorties de pauvreté », *Document de travail Insee - Direction des études et synthèses économiques*, G 2002/11.

Annexe

Principales données longitudinales pour l'étude des phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale

| Nom du dispositif | Vagues d'interrogation | Échantillon | Particularités | Variables pour l'étude de la pauvreté et l'exclusion sociale | Références |
|--|---|--|--|---|--|
| États-Unis | | | | | |
| Survey of Income and Program Participation (SIPP) | Depuis 1983 - entretiens téléphoniques ou en face à face tous les 4 mois, - vagues de 2,5 à 4 ans | Individus de plus de 15 ans de 14 000 à 37 000 ménages représentatifs de la population nationale (avec surreprésentation de populations vivant dans des quartiers pauvres depuis 1996) | - Enquête principalement conçue pour l'étude des effets des politiques sociales et fiscales sur les ménages américains | - Revenus et patrimoine, - éligibilité et participation à des programmes d'aide sociale, - modules spécifiques (santé, délinquance, etc.) | - Fields, Smith, 1998 - Iceland, Bauman, 2004 - McKernan, Ratcliffe, 2005 |
| Survey of Program Dynamics (SPD) | Depuis 1997 - 1 ^{re} vague : 1998-2002, - même échantillon d'individus suivis sur 10 ans | - Sous-échantillon du SIPP 1992-1993, - individus de 12 000 à 35 000 ménages selon les vagues | - Extension du SIPP pour évaluer les effets des réformes de 1996 | - Welfare reform specific content : not. causes et durée des périodes de dépendance à l'aide sociale, situation des enfants, - variables de santé physique et morale et de bien-être des parents et enfants | - Connolly, Marston, 2002 - Trzcinski, Brandell, 2001 |
| Panel Study of Income Dynamics (PSID) | Depuis 1968 - suivi annuel, - entretiens téléphoniques | - Individus de 8 000 ménages représentatifs de la population nationale et les nouveaux membres du ménage | - Complété par des données administratives (bénéfice Medicare) | - Ressources, trajectoires professionnelles, travail domestique, changements familiaux, mobilité géographique, santé, prestations sociales), - modules spécifiques (santé, formation, logement, répartition du temps...) | - Duncan <i>et al.</i> , 1995 - Duncan, Brooks-Gunn, 1997 - South, Crowder, 1999 |
| Social Security Administration (SSA) Records | (en fonction des prestations et programmes) | - Bénéficiaires de prestations sociales (ex. : AFDC [Aid for Families with Dependent Children], remplacé en 1996 par le TANF [Temporary Assistance for Needy Families]; SSI [Supplemental Security Income], etc.), de programmes spécifiques, et groupes de contrôle | - Fichiers administratifs permettant de compléter les données d'enquêtes (SIPP, SPD...) avec des informations sur les bénéficiaires de programmes d'aide sociale | - Caractéristiques socio-économiques, démographiques, et médicales; historique des revenus et des situations d'emploi; bénéfice de prestations, et de services de santé et de réhabilitation | - Stapleton <i>et al.</i> , 2001 - Vaughan, Scheuren, 2002 |

| Nom du dispositif | Vagues d'interrogation | Échantillon | Particularités | Variables pour l'étude de la pauvreté et l'exclusion sociale | Références |
|---|--|--|---|---|---|
| Wisconsin Longitudinal Study (WLS) | 1957, 1964, 1975, 2004 - Entretiens téléphoniques et questionnaire (proxy quand décès) | - Échantillon de 10 000 individus diplômés de lycées de l'État du Wisconsin en 1957 (non représentatif, surtout sous-représentation de minorités) | - Données sur plusieurs générations : suivi d'individus nés en 1939, entretiens menés avec leurs parents (1957), les frères et sœurs (1977, 1994, 2005) et leurs époux, les veufs/ves (2006) | - Famille, santé, emploi, relations sociales, retraite, activités, revenus et transferts, etc. | - Hauser, Roan (eds), 2006 - Hauser, Sweeney, 1997 - Plug, Vijverberg, 2005 |
| National Longitudinal Surveys (Young Women and Mature Women-NLSW, Youth-NLSY, Children and Young Adults-NLSYCY...) | (NLSW) Depuis 1967 (NLSY) 1979, 1997 (NLSY79CY) 1979, 1986 | - Cohortes représentatives, - (NLSW) deux cohortes d'environ 5 000 femmes chacune, âgées de 20 à 44 ans et de 14 à 24 ans, - (NLSY) : 12 500 de 14 à 22 ans | - (NLSW) possibilité de comparaisons intra-ménage avec des femmes de cohortes différentes, - (NLSY) dates de début et de fin de chaque période d'emploi, interrogation des parents et des enfants en parallèle | - Trajectoires sur le marché du travail, changements familiaux et <i>care</i> , retraite, santé, bien-être, etc., - revenus : données mensuelles | - NLSW : Kniesner, McElroy, Wilcox, 1988 - NLSY : Garrett, Ng'andu, Ferron, 1994 |
| Canada | | | | | |
| Survey of Labour and Income Dynamics (SLID) | Depuis 1993 - panels se chevauchant, interrogés chacun pendant 6 ans, - entretiens téléphoniques annuels | - Panel représentatif de la population nationale, - individus de plus de 16 ans de 15 000 ménages au début de l'enquête, ainsi que les nouveaux membres de leurs ménages (total 35 000 environ) | - Contient des questions rétrospectives sur les trajectoires familiales et professionnelles, - complété par des données fiscales (avis d'imposition) | - Trajectoires professionnelles, - niveau et sources de revenu, - changements de structure familiale | - Morissette, Zhang, 2001 |
| Banque de données administratives longitudinales (BDAL) | Depuis 1982 annuel | - Échantillon de 20 % du fichier des familles (à partir des déclarations d'impôts) (= 480 000 individus) | - Fichiers administratifs, - données sur les particuliers et leurs familles | - Caractéristiques démographiques, revenus, cotisations et prestations sociales | - Finnie, 2000 |
| Australie | | | | | |
| Household, Income, and Labour Market Dynamics in Australia (HILDA) | Depuis 2001 | - 7 500 ménages, soit 19 900 individus adultes | - Taux de non-réponse faible et en baisse | Trajectoires professionnelles, familiales, formation, revenu, dépenses, retraites, congés, illettrisme, personnalité, bien-être | - Buddelmeyer, Verick, 2006, 2007 |

| Nom du dispositif | Vagues d'interrogation | Echantillon | Particularités | Variables pour l'étude de la pauvreté et l'exclusion sociale | Références |
|---|---|---|---|--|--|
| Royaume-Uni | | | | | |
| British Household Panel Survey (BHPS) | 1991 - entretien en face à face avec les individus de plus de 16 ans + questionnaire pour les plus de 11 ans | - 5 500 ménages comprenant 10 300 individus, leurs enfants de plus de 11 ans et les nouveaux membres du ménage | - Nombreuses questions rétrospectives sur les histoires d'emploi, de santé, de familles, d'environnement, de sociabilité, etc. | - Structure du ménage, mobilité géographique, trajectoires d'emploi, formation, santé, revenus... | - Jenkins, Schluter, 2003 - Gardiner, Millar, 2006 |
| National Child Development Study + British Cohort Study + Millenium Cohort Study | NCDs : 1965, 69, 74, 81, 91, 99, 2004 | - Cohorte de 17 000 individus nés la même semaine de 1958 | - 3 cohortes du même type en GB : British Cohort Study pour 17 000 individus (nés en 1970), et la Millenium Cohort Study sur 18 000 individus (nés en 2000) | - Environnement familial, logement, santé, bien-être, revenus, aspirations et trajectoires professionnelles... | - Blanden, Gibbons, 2006 - Hobcraft, Kiernan, 2001 |
| Administrative Data (Housing Benefit, Council Tax Benefit, Income Based Jobseekers Allowance...) | HB/CTB : depuis 1988, mais exploitables en longit. depuis 1993 | - Demandeurs de l' <i>Income Support</i> , d'allocations logement, de la Jobseekers Allowance... | - Fichiers administratifs encore peu exploités en GB | - Enfants à charge, conjoint, sources de revenus, loyer, imposable | - Noble, Cheung, Smith, 1998 - Evans <i>et al.</i> , 2002 |
| Allemagne | | | | | |
| German Socio-Economic Panel (GSOEP) | Depuis 1984 (RFA) + RDA en 1990 annuel | - 11 000 ménages (tous les membres de plus de 16 ans) suivis tant qu'ils résident en Allemagne, - représentatif | - Echantillon représentatif d'immigrés depuis 1994-1995, - comparabilité régionale | - Trajectoires professionnelles, emploi, revenus, santé, indicateurs de bien-être, valeurs, prise de risque et modules thématiques | - Francesconi, Jenkins, Siedler, 2005 - Biewen, 2003 |
| Bremen Longitudinal Social Assistance Study (LSA) | 1983-1989 1989-1994 | - F.A., exhaustif - panel spécifique des bénéficiaires de prestations sociales dans la ville de Brême | - Permet de compléter les enquêtes traditionnelles avec des données sur les publics difficiles d'accès | - Variables d'analyse limitées aux informations nécessaires au calcul du montant des aides sociales des bénéficiaires | - Leisering, Leibfried, 1999 - Gangl, 1997 |
| Luxembourg | | | | | |
| Panel Socio-Economique «Liewen zu Lëtzebuerg» (PSELL) | PSELL : depuis 1985 PSELL 2 : depuis 1995 PSELL 3/EU-SILC : 2003 annuel | - Echantillon représentatif de 3 500 ménages | - Depuis 2004, contient questions rétrospectives sur les trajectoires d'emploi | - Logement, dépenses, précarité, endettement, formation, emploi, activités secondaires, scolarité des enfants | - Berger, 2002 |
| Pays-Bas | | | | | |
| Dutch Socio-Economic Panel (ISEP) | 1984-2002 - deux entretiens par an jusque 1990, puis un par an | - Individus de plus de 16 ans membres de 5 000 ménages (13 000 individus) | - Traduit en anglais, - attrition faible, - codes postaux accessibles | - Éducation, revenus, patrimoine, logement, bien-être... | - De Graaf, Gesthuizen, 2006 - Nordholt, 1996 |

| Nom du dispositif | Vagues d'interrogation | Echantillon | Particularités | Variables pour l'étude de la pauvreté et l'exclusion sociale | Références |
|--|---|---|---|--|--|
| Suède | | | | | |
| Household Market and Non-Market Activities (HUS) | Depuis 1984 - entretiens en face à face et téléphonique, - bi ou tri-annuel | - Environ 2000 individus (18-74 ans) membres des ménages sélectionnés en 1984 | - Complété par des données administratives (par n° S.S. si acceptation par l'enquête), - axé sur l'étude de l'évolution des décisions économiques des ménages et l'allocation du temps | - Caractéristiques sociodémographiques, modes de garde, emploi, santé, logement, revenus et propriétés, emploi du temps, dépenses... | - Klevmarken, Lupton, Stafford, 2003 |
| France | | | | | |
| Panel lorrain | 1985-1990 enquête annuelle | - 2 500 individus habitant la Lorraine et leur ménage, soit 7 500 individus échantillons | - Spécialisé pour l'étude des entrées/sorties de pauvreté, - aspects rétrospectifs sur le passé professionnel, familial et de formation | - Ménage, logement, revenus, emploi, enfants (mode de garde, scolarité, revenus, événements critiques) | - Bourreau-Dubois, Jeandidier, 2000 |
| Statistiques sur les Ressources et les conditions de vie des ménages (SRCV) | 2004 (Panel européen depuis 1994) suivi annuel sur 9 ans (SRCV = EU-SILC) | - 12 200 ménages | - Regroupement de l'ERCV (transversal) et du PRCV (nouveau panel) | - Variables pour l'étude de l'impact des politiques fiscales et sociales : revenus, emploi, vie sociale, etc. | - ECHP France : Zoyem, 2002 |
| ELFE : Grandir en France | Depuis 2008 (aujourd'hui phase pilote) | - Cohorte de 20 000 enfants à naître en 2009 | - Possibilité d'intégrer des données de la CAF, Cnam... | - Santé, environnement culturel, économique, social | |
| Union européenne | | | | | |
| European Union Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC, Ancien ECHP) | - ECHP : 1994-2001 (12 pays) - EU-SILC : depuis 2004 (13 États membres, prévu pour les 25), - vagues de 4 ans, entretiens annuels | - Vague 94 : 60 500 ménages (représentatifs au niveau national), soit 130 000 individus de plus de 16 ans | - Comparabilité internationale | - Données ménages : exclusion sociale, logement, - données individus (+ 16 ans) : travail, éducation, santé | - Gallie, Paugam, Jacobs, 2003 - Fouarge, Layte, 2005 |
| Données comparatives US/Allemagne/Australie/RU/Canada | | | | | |
| Cross National Equivalent File (CNEF) | 1980-2005 | Données comparatives simplifiées, à partir des données PSID, GSOEP, HILDA, BHPS, SLID | - Comparabilité internationale sur la base des enquêtes longitudinales des ménages | - Version simplifiée des panels, - variables harmonisées pour la comparaison (revenus avant et après transferts...) | - Valletta, 2006 |

Références bibliographiques

États-Unis

SIPP

- FIELDS J.-M., SMITH K.E., 1998, « Poverty, family structure and child well-being: indicators from the SIPP », *Population Division Working Paper*, n° 23, avril.
- ICELAND J., BAUMAN K., 2004, « Income poverty and material hardship: how strong is the association? », *National Poverty Center Working Paper Series*, n° 04-17, déc.
- McKERNAN S.-M., RATCLIFFE C., 2005, « Events that trigger poverty entries and exits », *Social Science Quarterly*, Supplement au vol. 86, p. 1146-1169.

SPD

- CONNOLLY L.S., MARSTON C.E., 2002, « The economic well-being of children and families after welfare reform », Joint Center for Poverty Research 2001-2002 HHS and Census Bureau Research Development Grants Conference, sept., Washington D.C.
- TRZCINSKI E., BRANDELL J., 2001, « Adolescent outcomes, poverty status, and welfare reform: an analysis based on the survey of program dynamics », Final Report Prepared for the Research Development Grant, 2000-2001.

PSID

- Bibliographie des références avec le PSID : [<http://psidonline.isr.umich.edu/Guide/Overview.html>]
- DUNCAN, G.J., GUSTAFSSON B., HAUSER R., SCHMAUS G., JENKINS S., MESSINGER H., MUFFELS R., NOLAN B., RAY J.-C., VOGES W., 1995, « Poverty and social-assistance dynamics in the United States, Canada, and Western Europe », *Poverty, Inequality, and the Future of Social Policy: Western States in the New World Order*, McFate K. (ed), New York, NY, Russell Sage.
- DUNCAN G.J., BROOKS-GUNN J. (eds), 1997, *Consequences of Growing Up Poor*, New York, Russell Sage Foundation.
- SOUTH S., CROWDER K.D., 1999, « Neighborhood effects on family formation: concentrated poverty and beyond », *American Sociological Review*, 64:113-32.

SSA

- STAPLETON D.C., WITTEBURG D.C., FISHMAN M.E., LIVERMOORE G.A., 2001, « Transitions from AFDC to SSI before welfare reform », *Social Security Bulletin*, vol. 64, n° 1, p. 84-114.
- VAUGHAN D., SCHEUREN F., 2002, « Longitudinal attrition in survey of income and program participation (SIPP) and survey of program dynamics », *The Survey of Income and Program Participation*, n° 242, US Census Bureau.

WLS

- HAUSER R.M., ROAN C.L. (eds), 2006, « The class of 1957 in their Mid-60s: a first look », *CDE Working Paper*, n° 2006-03.
- HAUSER, R.M., SWEENEY M.M., 1997, « Does poverty in adolescence affect the life chances of high School Graduates? », p. 541-595 in G. Duncan and J. Brooks-Gunn (eds), *Consequences of growing up poor*, New York, Russell Sage Foundation.

PLUG E., VIJVERBERG W., 2005, « Does family income matter for schooling outcomes? Using adoptees as a natural experiment », *The Economic Journal*, 115:879-906.

NLSW, NLSY

KNIESNER T.J., McELROY M.B., WILCOX S.P., 1988, « Getting into poverty without a husband, and getting out, with or without », *The American Economic Review*, vol. 78, n° 2, p. 86-90.

GARRETT P., NG'ANDU N., FERRON J., 1994, « Poverty experiences of young children and the quality of their home environments », *Child Development*, vol. 65, n° 2, Children and Poverty, p. 331-345.

Canada

SLID

MORISSETTE R., ZHANG X., 2001, « Experiencing low income for several years », *Perspectives on Labour and Income*, vol. 2, n° 3.

BDAL

FINNIE R., 2000, « La dynamique du faible revenu au Canada: l'entrée, la sortie, la durée des épisodes et la période totale de pauvreté », W-00-7F, Direction générale de la recherche appliquée - Politique stratégique - Développement des ressources humaines, Canada.

Australie

HILDA

BUDELMEYER H., VERICK S., 2006, « The dynamics and persistence of income poverty in Australia », Proceedings of the 35th Australian Conference of Economists, Curtin University of Technology, Perth, Australia, 31 jan.

BUDELMEYER H., VERICK S., 2007, « Understanding the drivers of poverty dynamics in Australian households », *IZA Discussion Paper Series*, n° 2827, june.

Royaume-Uni

BHPS

JENKINS S.P., SCHLUTER C., 2003, « Why are child poverty rates higher in Britain than in Germany? A longitudinal perspective », *The Journal of Human Resources*, vol. 38, n° 2, Special Issue on Cross-National Comparative Research Using Panel Surveys, p. 441-465.

GARDINER K., MILLAR J., 2006, « Avoiding poverty over time: low-paid workers, household and welfare », *CASP Working Paper*, University of Bath, feb.

NCDS

BLANDEN J., GIBBONS S., 2006, « The persistence of poverty across generations: a view from two British cohorts », Joseph Rowntree Foundation, The Policy Press.

HOBBCRAFT J., KIERNAN K.E., 2001, « Childhood poverty, early motherhood and adult social exclusion », *British Journal of Sociology*, vol. 52, n° 3, p. 495-517.

Fichiers administratifs

- NOBLE M., CHEUNG S.Y., SMITH G., 1998, «Origins and destinations—social security claimant dynamics», *Journal of Social Policy*, vol. 27, n° 3, p. 351-370.
- EVANS M., NOBLE N., WRIGHT G., SMITH G., LLOYD M., DIBBEN C., 2002, *Growing Together or Growing Apart? Geographic Patterns of Change of Income Support and Income Based Jobseekers Allowance Claimants in England Between 1995 and 2000*, Bristol, Policy Press.

Allemagne

GSOEP

- FRANCESCONI M., JENKINS S.P., SIEDLER T., 2005, «The impact of family structure during childhood on later-life attainment», Report, Anglo-German Foundation for the Study of Industrial Society, London.
- BIEWEN M., 2003, «Who are the chronic poor? Evidence on the extent and the composition of chronic poverty in Germany», *IZA Discussion Paper Series*, n° 779, mai.

LSA

- LEISERING L., LEIBFRIED S., 1999, *Time and Poverty in Western Germany: United Germany in Perspective* (Section II), Cambridge University Press.
- GANGL M., 1997, «Der Arbeitsmarkt als Weg zur Sozialhilfe; Eine empirische Analyse auf der Basis der Bremen Längsschnitt-Stichprobe von Sozialhilfeakten», *Sfb-Working Paper*, n° 47, Mannheim.

Luxembourg

PSELL

- BERGER F., 2002, «La dynamique de la pauvreté au Grand-Duché de Luxembourg», *Document PSELL*, n° 128.

Pays-Bas

ISEP

- DE GRAAF P., GESTHUIZEN M., 2006, «Neighborhoods and poverty transitions: the intermediating influence of changes in household characteristics», *Paper to be presented at the RC 28 Spring Meeting, Nijmegen*, Netherlands, 11-14 may.
- NORDHOLT E.S., 1996, «The analysis of poverty spells», *Bulletin de méthodologie sociologique*, n° 52, p. 15-35.

Suède

HUS

- KLEVMARKEN N.A., LUPTON J.-P., STAFFORD F.P., 2003, «Wealth dynamics in the 1980s and 1990s: Sweden and the United States», *The Journal of Human Resources*, vol. 38, n° 2, Special Issue on Cross-National Comparative Research Using Panel Surveys, p. 322-353.

France

Panel lorrain

BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B., 2000, « Dans quelle mesure les événements d'emploi et les événements familiaux peuvent-ils expliquer les transitions individuelles de pauvreté? », in Bertrand H. *et al.* (eds), *Trajectoires d'emploi et conditions d'existence des individus*, Cereq, Document n° 148, p. 45-49.

SRCV

ZOYEM J.-P., 2002, « La dynamique des bas revenus. Une analyse des entrées-sorties de pauvreté », Insee, *Document de travail*, G 2002/11.

Union européenne

EU-SILC et ECHP

GALLIE D., PAUGAM S., JACOBS S., 2003, « Unemployment, poverty, and social isolation: is there a vicious circle of social exclusion? », *European Societies*, 5(1), p. 1-32.

FOUARGE D., LAYTE R., 2005, « Welfare regimes and poverty dynamics: the duration and recurrence of poverty spells in Europe », *Journal of Social Policy*, 34 (3), p. 407-426.

Données comparatives

CNEF

VALLETTA R.G., 2006, « The ins and outs of poverty in advanced economies: government policy and poverty dynamics in Canada, Germany, Great Britain, and the United States », *Review of Income and Wealth*, vol. 52, n° 2, p. 261-284.